

REPUBLIQUE GABONAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE DE LA PROSPECTIVE
ET DE LA PROGRAMMATION DU DEVELOPPEMENT

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE

**EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE
A MOYEN ET LONG TERME EN 2017**

JUILLET 2017

AVERTISSEMENT

La nécessité de disposer d'informations complètes, comparables et fiables pour la bonne compréhension du lecteur et les besoins de comparaison à l'échelle internationale exige de préciser le champ d'application, la classification, la périodicité et les sources des données de la dette gabonaise présentées dans ce rapport. De même, la définition de quelques termes est utile à la clarification des analyses développées.

CHAMPS D'APPLICATION

Les données de la dette publique présentées couvrent la dette de l'Administration Centrale ainsi que celle garantie par le Gouvernement dont la maturité originelle est d'au moins une année.

Ces données n'intègrent pas la dette fiscale, la dette envers de la Banque Centrale (Institut d'Emissions), l'encours des Bons du Trésor Assimilables (BTA) ainsi que les ordonnances des exercices budgétaires antérieurs en attente de paiement.

CLASSIFICATION

Les données sont présentées par source de dette et déclinées en type de dette.

La dette extérieure désigne les engagements contractés auprès des créanciers non résidents. Elle est composée de quatre (4) grands types de dettes à savoir la bilatérale, la multilatérale, la commerciale et celle envers le marché financier international.

La dette intérieure concerne les engagements contractés auprès des créanciers résidents. Elle comprend quatre (4) grands types de dettes, la bancaire, la moratoire, la diverse et celle contractée envers le marché financier régional.

Chaque type de dette est présenté dans la rubrique « définition des termes ».

PERIODICITE

La production du rapport de la dette publique à moyen et long terme annuelle. Les données portant sur les flux (service, tirages/décaissements) couvrent les opérations allant du 1er janvier au 31 décembre. Les données sur l'encours sont arrêtées au 31 décembre.

SOURCES

Les données sur la dette publique agrégées qui sont présentées dans ce rapport proviennent de la base de données SYGADE utilisée par la Direction Générale de la Dette (DGD). Ce logiciel est l'outil d'agrégation des données détaillées sur la dette publique. Ces données sont saisies par la DGD sur la base de documents administratifs officiels ou légaux disponibles à la DGD, sous forme de contrats et de communications des bailleurs. Les données macroéconomiques nécessaires pour le calcul des indicateurs d'analyse de la dette publique des administrations compétentes du Ministère de l'Economie et de Celui du Budget.

Les taux d'intérêts fixes sont déterminés par les accords et les conventions. Le taux de référence de chaque taux d'intérêt variable est obtenu sur les sites officiels du Fonds Monétaire International, de la Réserve Fédérale américaine, de la Banque de Centrale Européenne et de la Société Générale. Pour les BTA, les taux d'escompte varient selon les offres faites par les souscripteurs sur le marché. Ces taux sont disponibles sur le site de la BEAC.

Les taux de change sont tirés des sites officiels des organismes mentionnés ci-dessus.

Les opérations de flux (service, tirages/décaissements) se rapportant à chaque année sont évaluées aux taux d'intérêt et de change en vigueur le jour de la transaction. Les opérations de stock et les projections du service de l'encours sont évaluées aux taux d'intérêt et de change au 31 décembre de l'année d'exercice.

DEFINITIONS DE TERMES

DETTE BILATÉRALE

La dette bilatérale est la dette contractée auprès des gouvernements ou leurs agences, des institutions publiques autonomes et des organismes publics de crédit à l'exportation.

DETTE MULTILATÉRALE

La dette multilatérale comprend les emprunts envers le Groupe de la Banque mondiale, les banques régionales de développement et les autres agences intergouvernementales et multilatérales.

DETTE COMMERCIALE

Il s'agit de la dette envers les banques et autres institutions financières privées, les industriels, les exportateurs et autres fournisseurs de biens non résidents accordée sous forme de crédits acheteurs ou de crédits fournisseurs bénéficiant ou non d'une garantie à l'exportation.

DETTE ENVERS LE MARCHE FINANCIER INTERNATIONAL

Il s'agit de la dette envers les investisseurs privés porteurs des obligations émises sur les marchés financiers étrangers.

DETTE BANCAIRE

La dette bancaire comprend l'ensemble des engagements envers les banques et autres institutions financières privées locales sous forme de facilités ou de crédits consentis à l'Etat et de rachat de créances détenues sur l'Etat.

DETTE MORATOIRE

Elle comprend l'ensemble des conventions de règlement définitif relatives aux impayés de l'administration envers ses fournisseurs de services et prestataires de travaux.

DETTE DIVERSE

Il s'agit de l'ensemble des conventions de règlement définitif relatives aux impayés des entités publiques disposant de l'autonomie de gestion financière reprises par l'Etat

DETTE ENVERS LE MARCHE FINANCIER REGIONAL

Il s'agit de la dette envers les investisseurs privés ou publics porteurs de bons et d'obligations émises sur le marché des titres publics à souscription libre de la CEMAC et sur la Bourse des Valeurs Mobilières d'Afrique Centrale (BVMAC).

DÉCAISSEMENT OU TIRAGE

Les décaissements sont constitués des fonds mis à disposition par le créancier en application d'un accord de prêt. Les termes « décaissement », « tirage » et « versement » peuvent être utilisés indifféremment l'un à la place de l'autre

ENCOURS DE LA DETTE

Il s'agit du montant des emprunts qui a été décaissé mais qui n'a pas encore été remboursé ou annulé, à une date donnée. Il s'obtient par la différence entre les décaissements réels et les remboursements du principal.

SERVICE DE LA DETTE

Il comprend tous les paiements de principal, d'intérêts, de commissions et autres charges effectués au cours d'une année au titre du remboursement d'un prêt ou d'un titre de créance.

EUROBONDS

Un Eurobond ou une euro-obligation est une obligation libellée dans une monnaie différente de celle du pays de l'émetteur.

SOMMAIRE

AVANT - PROPOS.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
AVERTISSEMENT	2
SOMMAIRE.....	5
INTRODUCTION	6
1. RESUME DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2011 A 2015	8
1.1. Evolution des nouveaux emprunts extérieurs et intérieurs de 2011 à 2015	8
1.2. Evolution des décaissements de 2011 à 2015.....	12
1.3. Evolution du service de la dette publique de 2011 à 2015	14
1.4. Evolution de l'encours de la dette publique de 2011 à 2015	16
1.5. Evolution des indicateurs de viabilité de la dette publique de 2011 à 2015	19
2. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2016.....	21
2.1. Nouveaux engagements et décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2016	22
2.2. Conditions d'emprunt en 2016.....	27
2.3 Indicateurs d'endettement public en 2016.....	32
3. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2016.....	34
3.1. Service de la dette publique extérieure en 2016	35
3.2. Service de la dette publique intérieure en 2016.....	38
4. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2016.....	41
4.1. Encours de la dette publique par source de dette à fin 2016	41
4.2. Encours de la dette publique par affectation à fin 2016	43
4.3. Encours de la dette publique par monnaie, maturité et taux d'intérêt à fin 2016.....	46
CONCLUSION	51
ANNEXES	53
LISTE DES TABLEAUX	66
LISTE DES GRAPHIQUES	67
TABLE DES MATIERES.....	68

INTRODUCTION

L'année 2017 est marquée par une légère hausse de la croissance économique mondiale, soit 3,8% contre 2,9% en 2016. En effet, cette situation est consécutive à l'accroissement des investissements et du commerce international. Cette croissance reste toutefois inégale selon les pays et les régions.

Pour ce qui est des économies avancées, la croissance est portée par le redressement des investissements. Dans la zone Euro, l'activité économique a été vigoureuse en raison d'une forte demande intérieure et d'une hausse du crédit. Aux Etats-Unis et au Japon, le rebond de la croissance fait suite à une augmentation de la consommation des ménages et des investissements.

Dans les pays émergents, la hausse de la croissance s'explique principalement par l'accroissement de la consommation privée. En revanche, la croissance est contrastée dans ce groupe de pays. En Chine et en Inde, elle est favorisée par la résurgence des exportations nettes et la vigueur de la consommation privée. De même, l'économie brésilienne enregistre une légère amélioration du fait essentiellement de la reprise mondiale. Quant aux pays émergents du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, l'activité économique de ces derniers a fortement ralenti notamment celle des pays exportateurs de pétrole.

La croissance des économies des pays de l'Afrique subsaharienne se situe en moyenne à 2,8% contre 1,4% en 2016. Cette progression découle d'une augmentation modérée des prix des produits de base et des réformes visant à corriger les déséquilibres macroéconomiques.

Pour ce qui est du Gabon, le pays est confronté depuis 2014 à une crise économique se caractérisant par une baisse des recettes budgétaires, un creusement du déficit budgétaire, une accumulation de l'endettement public et des arriérés, ainsi qu'un effondrement des réserves de change. Par ailleurs, le taux de croissance s'est fortement détérioré à fin 2017 s'établissant à 0,8% contre 2,1% en 2016. Aussi, pour faire face à cette situation, le Gabon a conclu avec le Fonds Monétaire International (FMI) un programme de réformes économiques et financières (PREF) visant principalement à améliorer le cadre des affaires pour favoriser les investissements nécessaires à la diversification de la base productive et l'assainissement du cadre budgétaire par la maîtrise des dépenses publiques, l'amélioration des capacités de recouvrement des administrations fiscales, le paiement des engagements en instance et par le maintien des investissements publics dans les secteurs clés.

Sur le plan financier, les Banques Centrales européenne et japonaise ont poursuivi leurs politiques monétaires accommodantes en maintenant leurs taux directeurs à des niveaux bas malgré la reprise économique enregistrée en 2017. En revanche, la Réserve Fédérale américaine a continué à relever son taux directeur entamé depuis 2015. De plus, l'Euro s'est apprécié par rapport au Dollar américain en s'échangeant à 1,184 dollar américain contre 1,053 dollar américain en moyenne en 2016. Pour ce qui est des obligations d'Etat, les rendements à long terme ont évolué à la hausse, tandis que les marchés des actions affichaient une bonne tenue, tout particulièrement aux Etats-Unis.

En 2017, le Gabon a maintenu sa présence sur le marché de la dette. Ce positionnement se justifie par la nécessité de soutenir les axes du programme des réformes économiques et financières conclus avec le FMI.

Le rapport sur l'exécution de la dette publique à moyen et long terme en 2017 s'articule autour des points ci-après:

1. Bilan de l'exécution de la dette publique de 2012 à 2016 ;
2. Mise en œuvre de la stratégie d'endettement public en 2017 ;
3. Service de la dette publique en 2017 ;
4. Encours de la dette publique à fin 2017.

1. RESUME DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2012 A 2016

L'exécution de la dette publique de 2012 à 2016 porte sur l'évolution des nouveaux engagements, des tirages sur les financements extérieurs et intérieurs, du service de la dette, de l'encours et des indicateurs de viabilité.

1.1. Evolution des nouveaux emprunts extérieurs et intérieurs de 2012 à 2016

1.1.1. Montant des nouveaux emprunts de 2012 à 2016

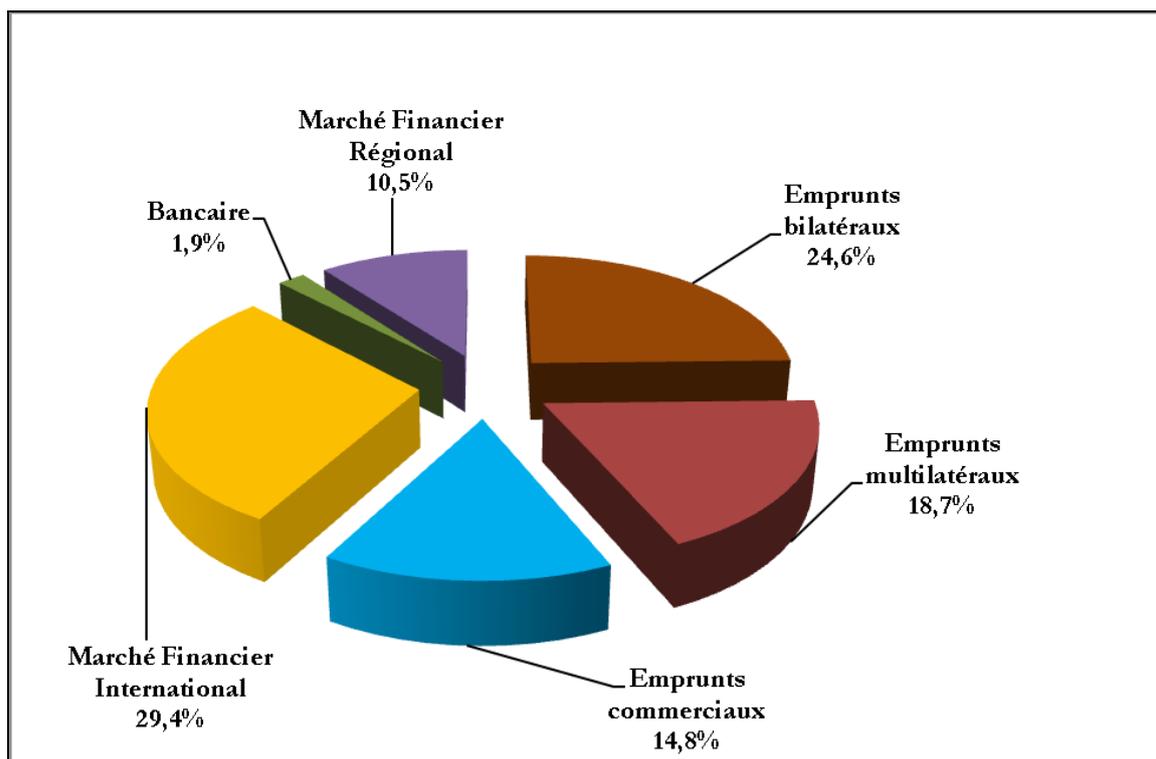
Les nouveaux emprunts signés de 2012 à 2016 se chiffrent à 3469,7 milliards de francs CFA et représentent en moyenne 693,9 milliards de francs CFA. Ils concentrent 87,6% d'engagements extérieurs et 12,4% d'engagements intérieurs.

Les nouveaux prêts extérieurs s'élèvent à 3038,3 milliards de francs CFA. Ils comprennent 1020,8 milliards de francs CFA d'engagements envers le marché financier international, 855,1 milliards de francs CFA de dettes bilatérales, 650,1 milliards de francs CFA de dettes multilatérales et 512,3 milliards de francs CFA d'emprunts commerciaux.

Les nouveaux emprunts bilatéraux et multilatéraux croissent respectivement de 26,1% et de 49,3% sur la période 2012-2016 par rapport à la période précédente. Ces engagements concentrent 24,6% et 18,7% du montant global des nouveaux engagements. Les prêts commerciaux, quant à eux, enregistrent une baisse de 8,7% contre 13,0% sur la période précédente et représentent 14,8% du total des nouvelles signatures. Les nouveaux emprunts contractés sur le marché financier international restent stables entre les deux périodes et concentrent 29,4% du montant total des nouveaux emprunts.

Pour ce qui est des nouveaux engagements intérieurs, ils s'établissent à 431,4 milliards de francs CFA, soit une hausse de 155,2 milliards de francs CFA comparativement à la période 2011-2015. Ce résultat s'explique par la forte levée de fonds du Gabon sur le marché financier régional en 2016. Par ailleurs, les nouveaux engagements intérieurs se composent de 363,9 milliards de francs CFA contractés sur le marché financier régional et de 67,5 milliards de francs CFA obtenus auprès des banques locales. Les emprunts signés sur le marché financier régional et les prêts bancaires sont de l'ordre de 10,5% et 1,9% du montant total des nouveaux emprunts.

**GRAPHIQUE N°1 : REPARTITION PAR CATEGORIES DES EMPRUNTS SIGNES DE 2012 A 2016
(EN POURCENTAGE)**



De 2012 à 2016, les nouveaux engagements enregistrent une augmentation de 18,8% passant de 2815,7 milliards de francs CFA sur la période précédente à 3469,7 milliards de francs CFA. Cette hausse se justifie par l'accroissement des emprunts multilatéraux et bilatéraux pour ce qui est de la dette extérieure, et par l'augmentation des obligations émises sur le marché financier régional en ce qui concerne la dette intérieure.

Les nouvelles signatures sur la période 2012-2016 représentent en moyenne 8,1% du Produit Intérieur Brut (PIB) contre 6,5% sur la période précédente. Le niveau le plus élevé, soit 15,7% du PIB est enregistré en 2013 et le niveau le plus faible, soit 3,1% du PIB en 2012.

1.1.2. Affectation des nouveaux emprunts de 2012 à 2016

L'Etat a signé 56 contrats de financement de 2012 à 2016. Ces fonds ont été alloués à la réalisation de 38 projets d'équipement et d'infrastructure ainsi qu'au financement du déficit budgétaire.

La route, l'électricité et l'eau, principaux secteurs de soutien à la production, bénéficient de 28,5% du total des nouvelles signatures sur la période 2012-2016 comparativement à la période précédente où ils représentaient 33,6%.

Les secteurs sociaux notamment la santé, l'éducation et la formation professionnelle concentrent 13,7% du montant global des nouveaux prêts sur la période 2012-2016 contre 9,0% sur la période antérieure.

Sur la période 2012-2016, le secteur de l'économie et finance, a bénéficié de l'essentiel des nouveaux engagements avec 40,7% des nouveaux prêts contre 43,4% entre 2011 et 2015. Pour ce qui est du financement de l'équilibre budgétaire, il représente respectivement sur ces deux périodes 39,9% et 43,7%.

La part des nouveaux emprunts affectée aux secteurs de l'agriculture, pêche et élevage, du bâtiment et travaux publics, de la défense et sécurité, de la communication et télécommunication et du sport représente 17,1% du total des nouveaux emprunts sur la période 2012-2016 comparativement à la période précédente où elle était de 14,1%.

Le secteur routier totalise 946,6 milliards de francs CFA des nouveaux engagements. Ces ressources ont été orientées essentiellement vers l'aménagement du tronçon PK12-Bifoun, les travaux de la phase II du Programme Routier sur la Nationale 2, la construction de la route Port-Gentil-Omboué et du pont sur l'Ogooué à Booué, l'aménagement de la route Ndendé-Doussala-Dolisie, la construction de la route conjonctive de Port-Gentil (Fora sol-Mbega) et l'aménagement de la voie de contournement de l'Aéroport de Libreville.

Le secteur de l'eau et l'électricité a obtenu 40,0 milliards de francs CFA des nouvelles signatures. Ces fonds ont été totalement consacrés au projet de construction de la centrale Télémania de Port-Gentil.

Les nouveaux engagements affectés au secteur de la santé, de l'éducation et de la formation professionnelle se sont élevés à 475,5 milliards de francs CFA. Ces derniers ont servis à financer la fin des travaux de construction du centre hospitalier universitaire Mères-enfants, celui de Libreville et le projet d'appui aux soins de santé primaire pour ce qui est du secteur de la santé. Quant au secteur de l'éducation et de la formation professionnelle, les financements alloués à ce dernier ont été orientés pour le lancement d'un projet d'investissement dans le secteur éducatif et pour la construction de trois centres de formation.

Les secteurs de l'agriculture, pêche et élevage, du BTP, de la défense et sécurité, de la communication et télécommunication et du sport totalisent 596,2 milliards de francs CFA. Ces ressources ont été destinées aux financements des bassins versants de Gué-Gué, à la livraison de navires, à la réhabilitation et l'amélioration des installations de télécommunication, du projet E-GABON et à la construction des stades d'Oyem, de Port-Gentil et de l'omnisport Omar Bongo Ondimba.

1.1.3. Termes moyens des nouveaux emprunts de 2012 à 2016

Sur la période 2012-2016, les nouveaux engagements ressortent avec une maturité moyenne de 13,4 ans, un délai de grâce moyen de 5,0 ans et un taux d'intérêt moyen de 3,3%. Ces termes se sont légèrement améliorés comparativement à la période 2011-2015 où ils s'établissaient respectivement en moyenne à 13,2 ans, 4,7 ans et 3,4%. Cette appréciation s'explique par des meilleures conditions d'emprunts extérieurs.

La maturité moyenne, le différé moyen et le taux d'intérêt moyen des nouveaux emprunts extérieurs sont respectivement de 14,4 ans, 5,4 ans et 3,1% contre respectivement 13,9 ans, 5,1 ans et 3,3% sur la période 2011-2015.

Sur la période 2012-2016, les nouveaux emprunts contractés auprès des créanciers bilatéraux ressortent avec une maturité moyenne de 18,4 ans, un délai de grâce moyen de 6,1 ans et un taux d'intérêt moyen de 1,8%. Les termes moyens des emprunts multilatéraux, quant à eux, se sont établis à 13,2 ans pour la maturité, 4,6 ans pour le différé et 2,1% pour le taux d'intérêt. Par ailleurs, les prêts commerciaux ont une durée moyenne d'amortissement de 11,6 ans, un délai de grâce moyen de 2,5 ans et un taux d'intérêt moyen de 2,7%. Enfin, les termes moyens des nouveaux emprunts obtenus sur le marché financier international s'établissent à 7,0 ans pour la maturité, 5,7 ans pour le différé et 4,5% pour le taux d'intérêt.

En ce qui concerne les nouveaux engagements intérieurs, ils ont une maturité moyenne de 3,5 ans, un délai de grâce moyen de 1,2 an et un taux d'intérêt moyen de 5,3% sur la période 2012-2016. La maturité moyenne s'est améliorée par rapport à la période précédente où elle se situait à 3,1 ans. Le différé moyen, quant à lui, demeure constant sur les deux périodes. En revanche, le taux d'intérêt moyen s'est légèrement dégradé de 40,0 points de base passant de 4,9% à 5,3%. Les emprunts bancaires ont une durée moyenne de remboursement de 2,0 ans, un taux d'intérêt moyen de 5,5%. Les nouveaux prêts signés sur le marché financier régional ont une maturité moyenne de 3,4 ans, un délai de grâce moyen de 1,2 an et un taux d'intérêt moyen de 4,8%.

TABLEAU N°1 : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE 2012 A 2016

	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
Emprunt Extérieur	14,4	5,4	3,1%
Bilatéraux	18,4	6,1	1,8%
Multilatéraux	13,2	4,6	2,1%
Commerciaux	11,6	2,5	2,7%
Marchés financier	7,0	5,7	4,5%
Emprunt Intérieur	3,5	1,2	5,3%
Bancaire	2,0	0,0	5,5%
Marché Financier Régional	3,4	1,2	4,8%
Ensemble	13,4	5,0	3,3%

Sur la période 2012-2016, les nouveaux engagements à taux d'intérêt variables représentent 55,7% et ceux à taux d'intérêt fixes 44,3% contre 54,2% et 45,8% sur la période précédente. S'agissant des taux de changes, les nouveaux emprunts ont été conclus à 59,5% à taux fixes et à 40,5% à taux variables comparativement à la période 2011-2015 où ils se situaient respectivement à 59,1% et 40,9%.

La part des nouvelles signatures obtenues à taux d'intérêt fixes connaît une baisse 150 points de base sur la période 2012-2016 passant de 45,8% à 44,3%. Ce résultat s'explique par l'importance des nouveaux emprunts à taux d'intérêt variables signés en 2016. Pour ce qui est des taux de changes fixes, ils demeurent sensiblement stables.

1.2. Evolution des décaissements de 2012 à 2016

De 2012 à 2016, le montant global des tirages sur financements extérieurs (FINEX) et intérieurs (FININ), qui se situe à 2584,7 milliards de francs CFA progresse de 144,6 milliards de francs CFA par rapport à son niveau de la période antérieure. La part des financements extérieurs dans le montant global des décaissements, sur la période sous revue, a été de 83,3% et celle des financements intérieurs de 16,7%.

1.2.1. Les décaissements sur financements extérieurs de 2012 à 2016

Les décaissements sur financements extérieurs se chiffrent à 2153,3 milliards de francs CFA contre 2163,9 milliards de francs CFA sur la période 2011-2015, soit une baisse de 10,6 milliards de francs CFA. Cette diminution s'explique par une baisse des décaissements effectués auprès des créanciers multilatéraux et commerciaux.

Sur la période 2012-2016, les décaissements sur les emprunts bilatéraux et multilatéraux ont été mobilisés respectivement à hauteur de 19,6% et 11,4% sur l'ensemble des tirages extérieurs. Pour ce qui est des tirages effectués sur le marché financier international et auprès des créanciers commerciaux, ils concentrent 47,5% et 21,5% du total des décaissements extérieurs.

TABLEAU N°2 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS DE 2012 A 2016

En Milliards de Francs CFA

	2012	2013	2014	2015	2016
Emprunt Extérieur	184,9	994,2	256,3	478,8	239,2
Bilatéral	58,0	110,7	82,3	102,0	69,4
Multilatéral	55,3	20,8	103,7	40,0	26,6
Commercial	71,6	138,3	70,3	40,5	143,2
Marché Financier International	0,0	724,5	0,0	296,3	0,0
Emprunt Intérieur	0,0	137,0	37,1	102,1	155,2
Bancaire	0,0	67,5	0,0	0,0	0,0
Marché Financier Régional	0,0	69,5	37,1	102,1	155,2
Total Décaissements sur Financements Extérieurs et Intérieurs	184,9	1 131,2	293,3	580,9	394,4

1.2.1.1. Les décaissements sur les emprunts bilatéraux et multilatéraux de 2012 à 2016

Les tirages réalisés sur les prêts bilatéraux et multilatéraux se chiffrent à 668,7 milliards de francs CFA et représentent en moyenne 133,7 milliards de francs CFA entre 2012 et 2016. Ces derniers sont restés relativement stables entre les périodes 2011-2015 et 2012-2016.

Sur la période 2012-2016, le montant des décaissements obtenus auprès des partenaires bilatéraux s'élève à 422,4 milliards francs CFA. Ce dernier, qui était de 397,1 milliards de francs CFA sur la période 2011-2015, augmentent de 6,4% suite à la forte concentration de

ressources mobilisées auprès d'Exim Bank China pour l'Aménagement de la route Port-Gentil Omboué et du pont sur l'Ogooué à Booué.

Les tirages effectués auprès des créanciers multilatéraux s'établissent à 246,3 milliards de francs CFA sur la période 2012-2016 contre 272,0 milliards de francs CFA sur la période précédente, soit une baisse de 9,4%. Cette légère diminution résulte essentiellement des faibles décaissements réalisés auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour la réalisation de la première phase du Programme Routier et le projet relatif à l'appui au secteur pêche.

1.2.1.2. Les décaissements sur les emprunts commerciaux et le marché financier international de 2012 à 2016

Les décaissements sur financements extérieurs mobilisés auprès des créanciers commerciaux et sur le marché financier international se chiffrent à 1484,6 milliards de francs CFA sur la période 2012-2016, soit une moyenne annuelle de 296,9 milliards de francs CFA. Comparativement à la période précédente où ils se situaient à 1494,9 milliards de francs CFA, ces financements baissent de 10,3 milliards de francs CFA.

Les tirages réalisés sur les emprunts commerciaux sont de l'ordre de 463,8 milliards de francs CFA contre 474,1 milliards de francs CFA de 2011 à 2015. Ces décaissements enregistrent donc une diminution de 2,2%. Ces fonds ont été essentiellement décaissés à hauteur de 98,2% auprès des créanciers commerciaux français, autrichiens, espagnols, chinois et israéliens contre 98,1% entre 2011 et 2015.

Ces décaissements sont majoritairement obtenus auprès des institutions bancaires dont la française Société Générale, la filiale autrichienne de la banque Unicredit, la filiale espagnole Deutsche Bank, la chinoise Industrial and Commercial Bank of China et l'israélienne Hapoalim. Par ailleurs, les ressources mobilisées auprès des créanciers français, autrichiens et chinois sont respectivement en hausse de 4,5 milliards de francs CFA, 3,2 milliards de francs CFA et 74,9 milliards de francs CFA. A contrario, les financements obtenus auprès des partenaires espagnols, israéliens, belges et allemands baissent respectivement de 41,7 milliards de francs CFA, 25,8 milliards de francs CFA, 22,0 milliards de francs CFA et de 3,6 milliards de francs CFA. Pour ce qui est des tirages réalisés auprès des créanciers américains et suisses, ces derniers restent identiques à ceux de la période précédente, soit respectivement 4,8 milliards de francs CFA et 0,6 milliards de francs CFA.

Ces fonds ont permis entre autres à poursuivre l'aménagement de la route nationale 1, la construction des centres universitaires Mère-Enfant, de Libreville et d'Owendo, les travaux du Complexe Multisport Omar Bongo Ondimba, les travaux de la Centrale Electrique d'Alénakiri et le réseau interconnecté du Woleu-Ntem.

Pour ce qui est du marché financier international, les décaissements obtenus sur ce dernier demeurent identiques à ceux de la période 2011-2015, soit 1020,8 milliards de francs

CFA. Ces tirages ont servi au rachat d'une partie de l'Eurobond émis en 2007 pour 28,9% et à l'équilibre budgétaire pour 71,1%.

1.2.2. Les décaissements sur financements intérieurs de 2012 à 2016

Le montant global des tirages sur financements intérieurs (FININ) qui se chiffre à 431,4 milliards de francs CFA augmente par rapport à la période 2011-2015 où il se situait à 276,2 milliards de francs CFA. Ces ressources ont été mobilisées exclusivement auprès des banques locales et sur le marché financier régional.

De 2012 à 2016, les ressources obtenues auprès du secteur bancaire se chiffrent à 67,5 milliards de francs CFA et représentent 15,6% du total des financements intérieurs. Ces financements ont été mobilisés uniquement auprès de l'Association Professionnelle des Etablissements de Crédits (APEC).

Les décaissements effectués sur le marché financier régional s'établissent à 363,9 milliards de francs CFA, soit 84,4% du total des financements intérieurs. Cette situation est due à la volonté des Autorités de renforcer la présence du Gabon sur le marché financier régional depuis 2013.

1.3. Evolution du service de la dette publique de 2012 à 2016

Le service de la dette publique s'est situé en moyenne à 487,6 milliards de francs CFA entre 2012 et 2016. Il se compose de 368,3 milliards de francs CFA de principal et de 119,3 milliards de francs CFA d'intérêts.

Ce service a bénéficié pour 77,0% aux créanciers extérieurs et pour 23,0% aux partenaires intérieurs. Comparé à la période 2011-2015, le service au profit des créanciers extérieurs demeure prépondérant.

1.3.1. Evolution du service de la dette publique extérieure de 2012 à 2016

Le service dû au titre de la dette publique extérieure de 2012 à 2016 s'est chiffré en moyenne à 375,7 milliards de francs CFA et comprend 265,6 milliards de francs CFA de principal et 110,1 milliards de francs CFA d'intérêts. Il est porté par le niveau important enregistré en 2013 qui s'élève à 614,5 milliards de francs CFA et représente 32,7% du service total extérieur. En effet, hors année 2013, ce service s'établit en moyenne à 316,0 milliards de francs CFA. Le niveau important du service durant l'année 2013 s'explique par le rachat anticipé d'une partie de l'emprunt obligataire international émis en 2007.

Le service au profit des partenaires bilatéraux s'établit en moyenne à 47,1 milliards de francs CFA, ce qui correspond à 12,5% du montant total du service extérieur. Ce dernier est en hausse de 5,1 milliards de francs CFA par rapport à son niveau de la période précédente où il se situait en moyenne à 42,0 milliards de francs CFA.

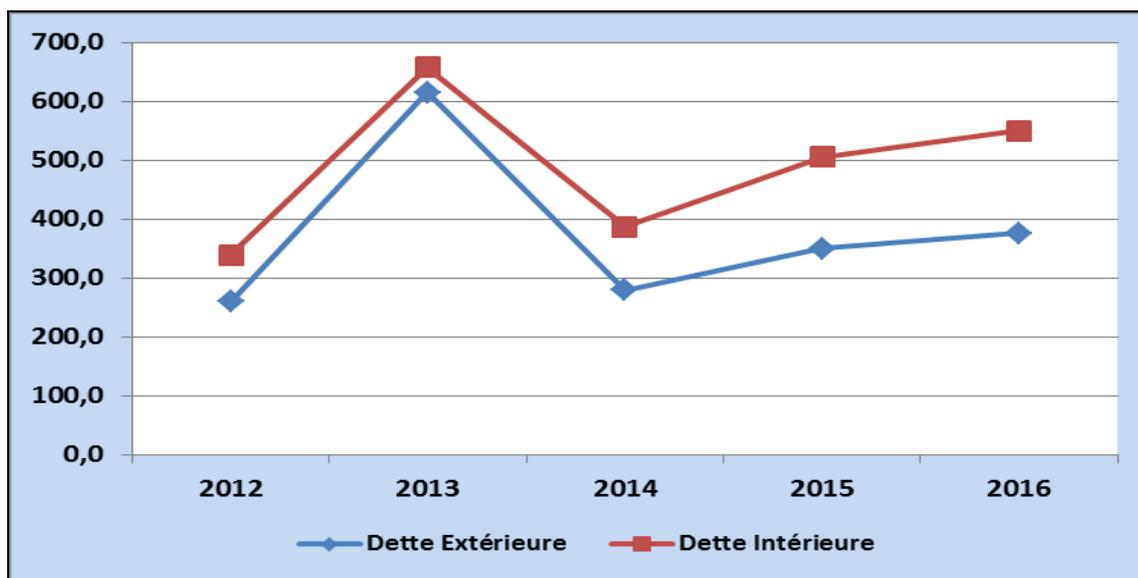
Pour ce qui est du service au bénéfice des créanciers multilatéraux, il s'est élevé en moyenne à 33,9 milliards de francs CFA et représente 9,0% de l'ensemble du service extérieur. Il reste stable par rapport à la période antérieure où il se s'établissait en moyenne à 34,0 milliards de francs CFA.

Le service au titre de la dette commerciale s'est chiffrée à 155,5 milliards de francs CFA, soit 41,4% du total du service extérieur. Comparativement à la période 2011-2015, ce service est en hausse de 18,1 milliards de francs CFA.

En ce qui concerne le service envers le marché financier international, il s'est situé en moyenne à 139,1 milliards de francs CFA, ce qui correspond à 37,0% de l'ensemble du service extérieur. Il augmente de 10,2 milliards de francs CFA par rapport à la période 2011-2015 où il était de 128,9 milliards de francs CFA.

En définitive, le service de la dette extérieure demeure à un niveau appréciable sur la période 2012-2016 à l'exception de l'année 2013 où il a atteint un pic d'un montant de 614,5 milliards de francs CFA.

GRAPHIQUE N°2 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2012 A 2016 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



1.3.2. Evolution du service de la dette publique intérieure de 2012 à 2016

Sur la période 2012-2016, le service au titre de la dette intérieure s'est chiffré en moyenne à 111,9 milliards de francs CFA contre 88,4 milliards de francs CFA sur la période précédente, soit une progression de 26,6%. Par ailleurs, ce service se compose de 102,7 milliards de francs CFA de principal et 9,2 milliards de francs CFA d'intérêts.

Le service au profit des banques locales s'est établi en moyenne à 41,7 milliards de francs CFA, ce qui correspond à 37,3% du service intérieur. Le service envers le marché financier régional s'est situé à 13,7 milliards de francs CFA et représente 12,2% du service total intérieur.

Le service au titre de la dette moratoire s'est élevé à 43,2 milliards de francs CFA, soit 38,6% de l'ensemble du service intérieur. Celui au bénéfice de la dette diverse pour sa part, s'est chiffré à 13,3 milliards de francs CFA et concentre 11,9% du montant global du service intérieur.

L'évolution du service intérieur sur la période 2012-2016 fait ressortir deux tendances. De 2012 à 2013, ce service est en baisse et se situe en moyenne à 61,3 milliards de francs CFA. Par contre, entre 2014 et 2016, il connaît une hausse pour s'établir en moyenne à 145,7 milliards de francs CFA suite à la volonté des autorités de procéder au désendettement intérieur.

La pression du service sur les recettes budgétaires s'est fixée en moyenne à 35,3% sur la période 2012-2016 contre 18,1% sur la période précédente, soit une hausse de 17,2 points. Cette appréciation se justifie par la décision prise par les autorités de se désendetter en dépit d'une baisse des revenus.

1.4. Evolution de l'encours de la dette publique de 2012 à 2016

Entre 2012 et 2016, l'encours de la dette publique s'est chiffré en moyenne à 2731,3 milliards de francs CFA. Il progresse de 528,4 milliards de FCA comparativement à la période précédente où il se situait à 2202,9 milliards de francs CFA. Cette situation s'explique essentiellement par l'augmentation importante des engagements intérieurs.

1.4.1. Evolution de l'encours de la dette publique extérieure de 2012 à 2016

L'encours de la dette publique extérieure s'est établi en moyenne à 2382,3 milliards de francs CFA, soit 87,2% du montant total de l'encours. Il est en hausse de 16,8% par rapport à la période 2011-2015 où il était à 2039,7 milliards de francs CFA. Cette évolution résulte de l'accroissement de l'ensemble des catégories de dettes extérieures.

La dette bilatérale se situe en moyenne à 564,6 milliards de francs CFA sur la période 2012-2016 contre 483,5 milliards de francs CFA entre 2011 et 2015. Elle croit de 16,8% suite à la hausse des engagements envers les créanciers chinois. Par ailleurs, la dette bilatérale représente 23,7% du stock de la dette extérieure.

L'encours de la dette commerciale s'élève en moyenne à 527,8 milliards de francs CFA et concentre 22,2% du montant total de l'encours extérieur. Ce dernier augmente de 10,5% par rapport à la période précédente où il se situait à 477,6 milliards de francs CFA. La hausse du stock de la dette envers les créanciers autrichiens, chinois, français et britanniques explique cette situation.

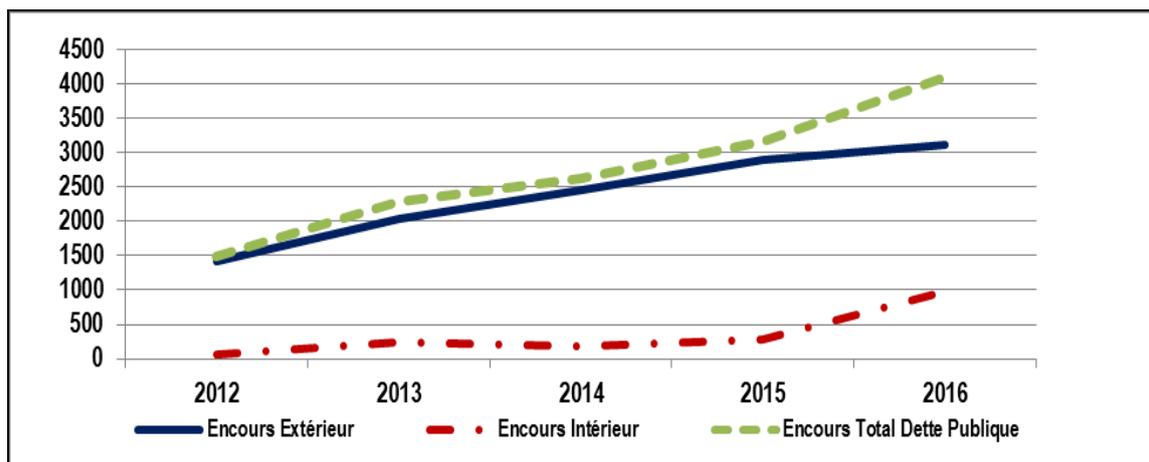
L'encours de la dette multilatérale se chiffre en moyenne à 323,0 milliards de francs CFA entre 2012 et 2016, soit une croissance de 10,5% par rapport à la période précédente où il s'établissait en moyenne à 292,2 milliards de francs CFA. Cette progression résulte de

l'augmentation des engagements envers les principaux créanciers que sont la Banque Islamique de Développement (BID), la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD). La dette multilatérale concentre 13,6% du total de l'encours extérieur.

Pour sa part, la dette envers le marché financier international se situe à 966,9 milliards de francs CFA sur la période d'étude comparativement à son niveau antérieur qui était de 788,5 milliards de francs CFA, soit une progression nette de 22,6%. Entre 2012 et 2016, le stock de la dette représente 40,6% de l'encours extérieur contre 38,6% sur la période 2011-2015. Cette augmentation se justifie par l'émission d'un Eurobond en 2015.

L'encours de la dette extérieure par pays s'établit en moyenne à 1092,3 milliards de francs CFA sur la période sous revue. Les cinq (5) pays que sont la Chine, la France, l'Espagne, l'Autriche, la Belgique et Israël détiennent 87,0% du stock de la dette par pays. La Chine et la France demeurent les premiers partenaires du Gabon avec respectivement 39,7% et 20,5% de l'encours par pays. Ils sont suivis de l'Espagne et de l'Autriche avec respectivement 9,8% et 8,3%, puis de la Belgique et Israël avec chacun 4,4% du montant total de l'encours par pays.

GRAPHIQUE N°3 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2012 A 2016
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



1.4.2. Evolution de l'encours de la dette publique intérieure de 2012 à 2016

L'encours de la dette publique intérieure s'est élevé en moyenne à 349,1 milliards de francs CFA sur la période 2012-2016. Comparé à la période précédente où il était de 163,2 milliards de francs CFA, il croît de 113,9% suite à une forte hausse des dettes bancaires, moratoires et de celle envers le marché financier régional. La dette intérieure représente 12,8% du montant total de la dette publique.

Le stock de la dette diverse s'est chiffré en moyenne à 21,0 milliards de francs CFA sur la période sous revue contre 22,5 milliards de francs CFA entre 2011 et 2015, soit une baisse de 6,5%. La dette diverse représente 6,0% de l'encours intérieur.

La dette bancaire qui s'est située en moyenne à 96,8 milliards de francs CFA sur la période 2012-2016, croît de 279,7% par rapport à son niveau de la période précédente qui était de 25,5 milliards de francs CFA. Cette situation s'explique par la hausse des engagements envers UBA et BGF BANK. Le stock de la dette bancaire concentre 27,7% du total de la dette intérieure.

L'encours de la dette moratoire s'est établie en moyenne à 110,3 milliards de francs CFA contre 47,7 milliards de francs CFA sur la période 2011-2015, soit une forte hausse de 131,1%. Cet accroissement est dû au processus de consolidation des impayés de l'Etat entrepris en 2012. La dette moratoire représente 31,6% du total de l'encours intérieur.

Le stock de la dette envers le marché financier régional pour sa part, s'est situé en moyenne à 120,9 milliards de francs CFA sur la période d'étude contre 67,5 milliards de francs CFA sur la période 2011-2015. Ce dernier croît de 79,2% en raison de la forte présence du Gabon sur le marché financier régional. L'encours de la dette envers le marché financier régional englobe 34,6% du total de la dette intérieure.

En définitive, l'encours des dettes bancaires, moratoires et celle envers le marché financier régional enregistre une augmentation sur la période 2012-2016, alors que le stock de la dette diverse diminue sur la même période.

1.4.3. Evolution de l'encours de la dette publique par monnaies, taux d'intérêt et maturités de 2012 à 2016

De 2012 à 2016, l'encours de la dette publique est majoritairement libellé en Euro et en Dollar américain. Ces deux monnaies concentrent 76,6% de l'encours par monnaies. L'Euro perd 2,5 points alors que le Dollar croît de 0,2 point comme sur la période précédente.

La dette à taux de changes variables demeure prépondérante avec 56,3% du total de l'encours contre 55,9% sur la période 2011-2015. Avec 85,3% de l'encours total de la dette à taux de changes variables, le Dollar américain demeure majoritaire. Cette situation s'explique par l'émission de deux (2) emprunts obligataires en Dollar américain en 2013 et en 2015.

Le portefeuille de la dette publique libellé à taux de changes fixes représente 43,7% du montant total de l'encours. L'Euro concentre 65,3% et le Franc CFA 34,7% du stock de la dette à taux de change fixe contre respectivement 71,0% et 29,0% sur la période 2011-2015.

Les termes moyens du portefeuille de la dette publique se sont appréciés comparativement à la période 2011-2015. La maturité moyenne passe de 7,0 ans à 7,6 ans sur la période 2012-2016 suite à l'allongement des maturités extérieure et intérieure. De même, le taux d'intérêt moyen s'établit à 5,3 % contre 5,7% sur la période précédente en raison des meilleures conditions d'emprunt sur la dette extérieure et de la stabilité des taux d'intérêt sur le marché financier international depuis 2010.

1.5. Evolution des indicateurs de viabilité de la dette publique de 2012 à 2016

Sur la période sous revue, les ratios d'endettement public se sont davantage dégradés par rapport aux niveaux enregistrés sur la période 2011-2015. En effet, le taux d'endettement moyen s'est situé à 31,9% contre 25,3% sur la période précédente. Pour ce qui est de la pression du service sur les recettes budgétaires, elle s'est établie à 23,0% sur la période d'étude contre 18,1% entre 2011 et 2015. La charge de la dette rapportée aux recettes budgétaires est ressortie à 5,8% contre 4,4% sur la période 2011-2015. Toutefois, ces indicateurs demeurent en deçà des plafonds stratégiques.

1.5.1. Evolution du taux d'endettement public de 2012 à 2016

Le taux d'endettement public s'est situé en moyenne à 31,9% contre 25,3% enregistré sur la période 2011-2015, soit une hausse de 6,6 points. Cette situation fait suite à l'accroissement du stock de la dette intérieure portée par l'évolution des engagements bancaires, moratoires et ceux envers le marché financier régional.

Le ratio d'endettement extérieur s'est établi en moyenne à 27,8% par rapport à son niveau atteint sur la période 2011-2015, soit 23,5%. Il enregistre une hausse de 4,3 points suite à l'émission de deux (2) emprunts obligataires effectués sur le marché financier international en 2013 et en 2015.

S'agissant du taux d'endettement intérieur, il s'est établi à 4,1% entre 2012 et 2016 contre 1,9% sur la période précédente, soit une évolution de 2,2 points. Ce résultat est consécutif à l'augmentation de l'encours intérieur.

1.5.2. Evolution de la pression du service et des intérêts de la dette publique sur les recettes budgétaires de 2012 à 2016

De 2012 à 2016, la pression du service sur les recettes budgétaires s'est établie en moyenne à 23,0% contre 18,1% sur la période 2011-2015, soit une hausse de 4,9 points. Néanmoins, il demeure en deçà du seuil stratégique fixé à 25,0%.

Le service de la dette extérieure rapporté aux recettes budgétaires s'est situé à 17,3% sur la période 2012-2016 comparé à la période précédente où il était à 14,2%, soit une augmentation de 3,10 points de pourcentage. Le ratio du service intérieur, quant à lui, s'est établi à 5,7% sur la période d'étude contre 3,9% entre 2011 et 2015, soit une baisse de 1,8 point de pourcentage.

La charge des intérêts de la dette sur les recettes budgétaires s'est fixée à 5,8% sur la période 2012-2016 contre 4,4% sur la période antérieure, correspondant ainsi à une progression de 1,4 point de pourcentage. Cette situation est consécutive à la baisse des recettes budgétaires de 8,7% d'une part, et à l'accroissement des intérêts de 14,9%, d'autre part.

2. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2017

La mise en œuvre de la stratégie d'endettement public a pour objectif de comparer les réalisations pour l'année 2017, aux prévisions de la stratégie d'endettement public en matière de plafonds des nouveaux engagements, de mobilisations des prêts extérieurs et intérieurs et de conditions de financement.

Le montant des nouveaux engagements prévisionnel s'élevait à 1790,0 milliards francs CFA dans la stratégie d'endettement public 2017, ce qui correspond à 21,0% du Produit Intérieur Brut des nouveaux emprunts. Les nouveaux prêts extérieurs s'établiraient à 1648,0 milliards de francs CFA, soit 92,1% du montant total des nouvelles signatures. Ces engagements contractés auprès des créanciers bilatéraux, multilatéraux, commerciaux et auprès du marché financier international seraient affectés prioritairement à la poursuite du renforcement du réseau routier national et des capacités de production d'eau et d'électricité d'une part, et serviraient à la mise à niveau du système éducatif et de formation professionnelle d'autre part.

Les nouveaux engagements intérieurs prévisionnels se chiffraient à 142,0 milliards de francs CFA et représenteraient 7,9% de l'ensemble des nouveaux emprunts. Ces ressources seront essentiellement levées sur du marché financier régional.

La prévision des tirages sur financements extérieurs et intérieurs à fin 2017 se situerait à 1121,1 milliards de francs CFA. Ces décaissements seraient réalisés majoritairement au profit des secteurs de l'Economie et Finances, les Bâtiments et Travaux Publics (BTP). Ces secteurs représenteraient à eux seuls 93,4% du montant total des financements extérieurs et intérieurs. Le reste des tirages, soit 6,6%, contribuerait au financement des secteurs de l'Education et de la Formation Professionnelle, de la Communication et Télécommunication, de la Défense et Sécurité, de la Route, des Transports, du Sport ainsi que sur celui de l'Agriculture, Pêche et Elevage.

Les prêts signés auprès des partenaires bilatéraux auraient une maturité comprise entre 15,0 ans et 18,0 ans pour un délai de grâce d'au moins 3,0 ans. Les dettes multilatérales ressortiraient avec une échéance de remboursement comprise entre 17,0 ans et 20,0 ans et un différé d'au moins 5,0 ans. Pour ce qui est des crédits fournisseurs, ils auraient une maturité de 2,0 ans et aucun différé. En revanche, les crédits acheteurs présenteraient une durée de remboursement de 10,0 ans pour un délai de grâce d'au moins 3,0 ans. Le marché financier international serait caractérisé par une maturité de 10,0 ans in fine. En ce qui concerne les emprunts intérieurs, ils seraient mobilisés d'une part sur le marché des titres publics à souscription libre organisé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) avec une durée de remboursement comprise entre 2,0 et 5,0 ans, remboursables in fine, et d'autre part, sur la Bourse des Valeurs Mobilières d'Afrique Centrale (BVMAC) avec des maturités allant de 5,0 à 7,0 ans, amortissables annuellement et un différé d'au moins 1,0 an.

Afin de se prémunir contre le risque de refinancement et de taux d'intérêt, la part des dettes commerciales ne devrait pas excéder le seuil de 30,0% des nouveaux emprunts extérieurs hors emprunt obligataire international et serait composée au maximum de 25,0% d'engagements à taux d'intérêt variables.

En 2017, le taux d'endettement s'établirait à 38,1% du PIB et se situerait au-dessus du seuil de 35,0% arrêté par les autorités nationales. La pression du service sur les recettes budgétaires qui serait de 37,1%, se fixerait au-dessus du plafond de 25,0%.

2.1. Nouveaux engagements et décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2017

Il convient de déterminer les montants et les affectations des nouveaux emprunts et des décaissements sur FINEX et FININ durant l'année 2017.

2.1.1. Nouveaux engagements en 2017

2.1.1.1. Montant des nouveaux engagements en 2017

En 2017, les nouveaux engagements s'élèvent à 1011,8 milliards de francs CFA contre 1790,0 milliards de francs CFA prévus, ce qui correspond à un taux de réalisation de 56,5%. Le montant des nouveaux emprunts extérieurs se chiffre à 814,9 milliards de francs CFA contre une prévision de 1648,0 milliards de franc CFA, soit un taux d'exécution de 49,4%. Les emprunts intérieurs quant à eux, s'établissent à 196,9 milliards de francs CFA pour une prévision de 142,0 milliards de francs CFA, ce qui représente un taux de réalisation de 138,6%. Par ailleurs, prévu à 21,0% du PIB le montant global de nouveaux engagements en 2017 est ressorti à 11,7% du PIB.

TABLEAU N°3 : NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2017

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Emprunts Extérieurs	814,9
Bilatéral	49,2
Multilatéral	653,3
Commercial	0,0
Marché Financier International	112,5
Emprunts Intérieurs	196,9
Bancaire	57,5
Marché Financier Régional	139,4
Total Nouveaux Engagements	1 011,8

Les nouveaux emprunts conclus en 2017 croissent de 21,6% comparativement à l'année 2016 où ils se situaient à 832,0 milliards de Francs CFA. Cette évolution est consécutive à l'augmentation des emprunts contractés auprès des créanciers multilatéraux et

envers le marché financier international pour ce qui est des engagements extérieurs, et de la hausse des emprunts bancaires en ce qui concerne la dette intérieure.

2.1.1.2. Répartition des nouveaux engagements en 2017

En 2017, les nouveaux emprunts ont été signés pour 80,5% auprès des partenaires extérieurs et pour 19,5% auprès des créanciers intérieurs. Ces fonds ont été destinés pour 15,5% à la réalisation des projets et pour 84,5% aux opérations d'équilibre budgétaire.

2.1.1.3. Répartition des nouveaux engagements extérieurs

En 2017, les nouveaux engagements extérieurs ont été conclus auprès des créanciers bilatéraux, multilatéraux et envers le marché financier international pour respectivement 49,2 milliards de francs CFA, 653,3 milliards de francs CFA et 112,5 milliards de francs CFA, soit respectivement 6,0%, 80,2% et 13,8% de l'ensemble des nouveaux emprunts extérieurs.

Les emprunts bilatéraux ont été contractés auprès de l'Agence Française de Développement (AFD). Pour ce qui est des engagements multilatéraux, ils ont été signés avec la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), la Banque Africaine de Développement (BAD) et le Fonds Monétaire International (FMI). Le reste des nouveaux prêts a été conclu sur le marché financier international.

Concernant l'affectation des nouveaux engagements extérieurs par secteurs, elle n'a pas été conforme aux prévisions. En effet, les financements des secteurs Route, Eau et Electricité prévus dans la stratégie d'endettement public 2017 n'ont pas été réalisés. En revanche, les secteurs Education et Formation Professionnelle, Agriculture, Elevage et Pêche et Economie et Finances ont été priorisés.

Le montant des nouveaux emprunts affecté au secteur de l'Education et Formation professionnelle se chiffre à 62,1 milliards de francs CFA, correspondant à 6,1% du total des prêts extérieurs. Ces fonds ont été orientés au renforcement des capacités pour l'employabilité des jeunes et l'amélioration de la protection sociale.

Le secteur de l'Agriculture, l'Elevage et Pêche totalise 64,6 milliards de francs CFA, soit 6,4% du montant global des emprunts extérieurs. Ces ressources ont été destinées au Projet d'Appui au Programme Graine (Phase II).

Les nouveaux engagements affectés au secteur de l'Economie et Finance s'élèvent à 885,1 milliards de francs CFA et représentent 87,5% du montant total des nouveaux emprunts extérieurs. Ils ont été essentiellement orientés vers les opérations d'équilibre budgétaire notamment aux programmes d'appuis budgétaires.

2.1.1.4. Répartition des nouveaux engagements intérieurs

Les nouveaux engagements intérieurs se situent à 196,9 milliards de francs CFA en 2017. Ces ressources qui ont été obtenues sur le marché financier régional et auprès des banques locales, ont été affectées à hauteur de 100% aux opérations d'équilibres budgétaires.

2.1.2. Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2017

2.1.2.1. Montant des décaissements en 2017

Prévus à hauteur de 1121,1 milliards de francs CFA, les décaissements sur financements extérieurs et intérieurs se sont chiffrés à 976,4 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 87,1%. Cette contreperformance tient à une faible mobilisation des engagements extérieurs notamment les prêts bilatéraux et commerciaux.

En 2017, le montant des tirages augmente de 582,0 milliards de francs CFA par rapport à l'année antérieure où il était de 394,4 milliards de francs CFA. Cette hausse s'explique essentiellement par la forte mobilisation des emprunts multilatéraux et des fonds levés sur le marché financier international.

Les décaissements sur financements extérieurs (FINEX) se sont situés à 779,7 milliards de francs CFA pour une prévision de 1648,0 milliards de francs CFA, ce qui correspond à un taux de réalisation de 47,3%.

Les ressources mobilisées auprès des partenaires multilatéraux croissent de 568,8 milliards de francs CFA passant de 26,6 milliards de francs CFA en 2016 à 595,3 milliards de francs CFA en 2017. Les tirages effectués auprès des créanciers bilatéraux et commerciaux sont établis respectivement à 51,9 milliards de francs CFA et 19,9 milliards de francs CFA. Comparer à leurs niveaux de l'année 2016, ces derniers baissent respectivement de 25,3% et de 86,1%. Enfin, contrairement à l'année 2016 où aucune mobilisation de fonds n'a été effectuée sur le marché financier international, l'année 2017 a enregistré une émission obligataire internationale.

Les décaissements obtenus auprès des créanciers multilatéraux et sur le marché financier international concentrent respectivement 76,4% et 14,4% du montant total des financements extérieurs. Les tirages sur emprunts bilatéraux et commerciaux quant à eux, représentent 6,7% et 2,6 % de l'ensemble des tirages extérieurs réalisés en 2017.

TABLEAU N°4 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS EN 2017

En Milliards de Francs CFA

	Prévisions	Réalisations	Ecart
Emprunt Extérieur	1 022,7	779,5	-243,1
Bilatéral	189,2	51,9	-137,4
Multilatéral	659,8	595,3	-64,5
Commercial	53,9	19,9	-34,0
Marché Financier International	119,8	112,5	-7,3
Emprunt Intérieur	98,4	196,9	98,4
Bancaire	0,0	57,5	57,5
Marché Financier Régional	98,4	139,4	41,0
Total Décaissements sur Financements Extérieurs et Intérieurs	1 121,1	976,4	-144,7

Les décaissements sur financements intérieurs (FININ) se sont élevés à 196,9 milliards de francs CFA en 2017 contre une prévision de 142,0 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 138,6%. La forte mobilisation des financements obtenus auprès du marché financier régional et auprès des banques locales explique cette situation.

2.1.2.2. Affectation des décaissements en 2017

En 2017, les tirages sur financements extérieurs et intérieurs ont été affectés à hauteur de 6,7% aux prêts-projets et pour 93,3% à l'équilibre du budget contre respectivement 25,5% et 74,5% prévus.

2.1.2.3. Décaissements sur prêt-projets

Les décaissements sur prêts projets d'un montant de 65,3 milliards de francs CFA, ont été orientés à la réalisation de seize (16) projets contre vingt-six (26) inscrits dans la stratégie d'endettement public 2017. Les tirages prévus pour des projets tels que la construction de la route Port-Gentil Omboué, la réhabilitation de la route Libreville et Périphériques, la construction des centres de formation professionnels, la construction de la route conjonctive Port-Gentil (Forasol-Mbega), la construction de la route Nationale 1 (PK12-Bifoun) et le programme de développement des infrastructures n'ont pas été effectués.

Par contre, certains tirages non prévus initialement ont été réalisés en faveur des projets tels que l'aménagement du bassin versant de Gué-Gué, l'employabilité des jeunes, le développement agricole, le développement des infrastructures locales (Phase II) et la construction des stades d'Oyem et de Port-Gentil.

Par ailleurs, les financements extérieurs et intérieurs effectués en 2017, ont été orientés vers dix (10) secteurs d'activités.

En 2017, Le Secteur de la Route a bénéficié des décaissements pour un montant de 17,1 milliards de francs CFA contre 140,0 milliards de francs CFA prévus, soit une régression de 123,0 milliards de francs CFA. Cette situation est due au ralentissement des travaux sur l'axe PK5-PK12 et à l'absence des tirages au profit des routes Forasol-Mbega, Port-Gentil-Omboué, PK12-Bifoun et Libreville et périphériques.

Le montant de tirages alloué au secteur des Bâtiments et Travaux Publics se chiffre à 3,4 milliards de francs CFA pour une prévision de 45,6 milliards de francs CFA. Ce dernier enregistre une baisse de 42,2 milliards de francs CFA suite à la faible mobilisation des tirages pour l'assainissement de la ville de Port-Gentil d'une part, et à l'absence de décaissements au bénéfice des projets relatifs à l'aménagement des bassins versants, au développement des infrastructures et au renforcement des structures sanitaires, d'autre part.

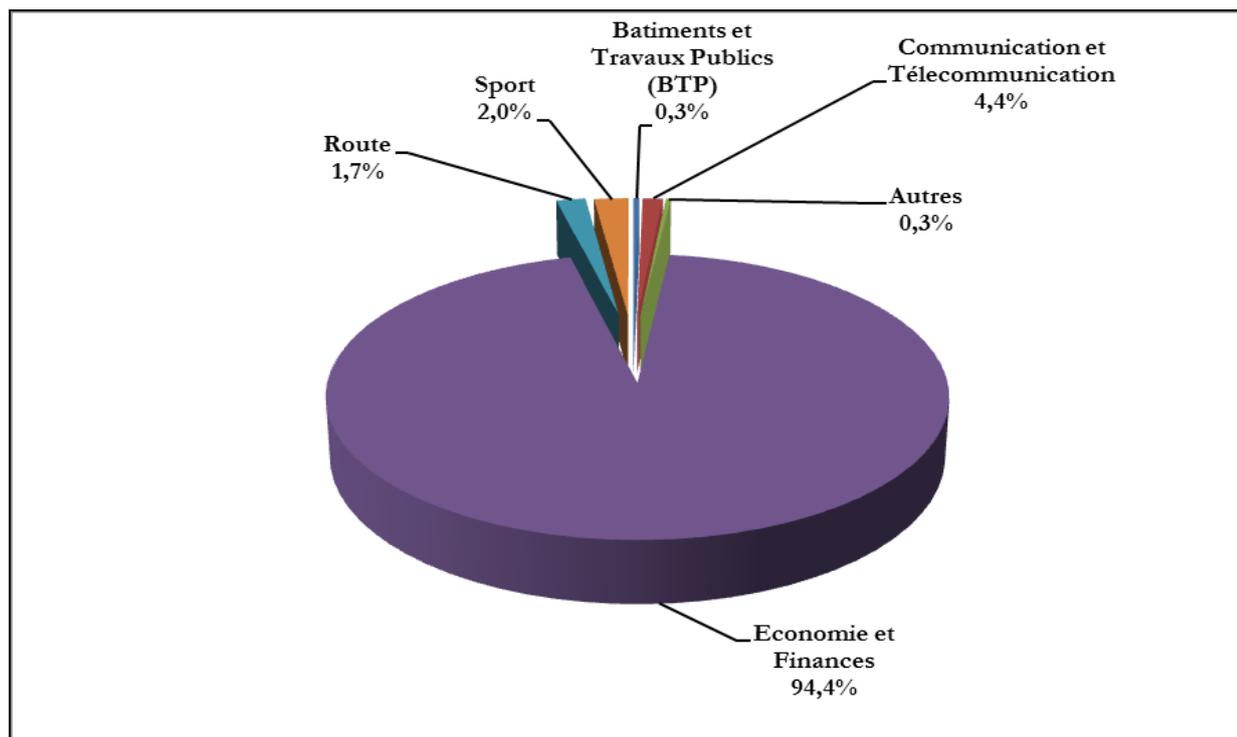
Prévus à hauteur de 861,3 milliards de francs CFA, les tirages réalisés en faveur du secteur de l'Economie et Finances se sont élevés à 921,5 milliards de francs CFA, soit une hausse de 60,3 milliards de francs CFA. La forte mobilisation des financements effectués sur les marchés financiers et auprès du système bancaire local explique cette situation.

Le secteur de la Communication et Télécommunication a bénéficié des décaissements pour un montant de 11,6 milliards de francs CFA contre une prévision de 14,8 milliards de francs CFA, ce qui correspond à une baisse de 3,2 milliards de francs CFA. Cette contreperformance résulte de la faible mobilisation des tirages effectués en faveur du projet E-Gabon.

Les tirages réalisés au profit du secteur du Sport se sont chiffrés à 19,9 milliards de francs CFA en 2017. Comparativement à la prévision qui se situait à 8,0 milliards de francs CFA, les décaissements alloués à ce secteur croissent de 11,9 milliards de francs CFA. Cette hausse résulte de la construction des stades d'Oyem et de Port-Gentil.

Le reste des secteurs à savoir le Transport, l'Agriculture, l'Elevage et la Pêche a bénéficié des tirages pour un montant de 2,9 milliards de francs CFA contre 10,0 milliards de francs CFA prévus. Ce montant enregistre une baisse de 7,1 milliards de francs CFA suite à la faible mobilisation des ressources destinées aux projets relatifs à la réhabilitation du Transgabonais et au développement agricole rural.

**GRAPHIQUE N°4 : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS PAR SECTEUR EN 2017
(EN POURCENTAGE)**



2.1.2.4. Décaissements sur emprunts d'équilibre

En 2017, les tirages sur emprunts d'équilibre se sont situés à 917,6 milliards de francs CFA contre une prévision de 863,3 milliards de francs CFA, soit une augmentation de 56,3 milliards de francs CFA. Cette situation s'explique par la forte présence du Gabon sur le marché des titres publics par adjudication organisée par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) d'une part, et la mobilisation des ressources auprès du système bancaire local, d'autre part.

2.2. Conditions d'emprunt en 2017

Cette partie compare la composition du portefeuille de la dette publique en termes de devises, de maturités, de différés et de taux d'intérêt eu égard aux prévisions contenues dans la stratégie d'endettement public 2017.

2.2.1. Nouveaux engagements en 2017

2.2.1.1. Nouveaux engagements en devises en 2017

Les nouveaux engagements se chiffrent à 1011,8 milliards de francs CFA en 2017 contre 1790,0 milliards de francs CFA prévus. Ces emprunts ont été signés en Euro, en Dollar américain et en Franc CFA.

Les emprunts libellés en Dollar américain d'un montant de 170,4 milliards de francs CFA, représentent 16,8% du total des nouveaux engagements. Ces derniers ont été contractés auprès du Fonds Monétaire International et sur le marché financier international.

Les prêts en Euro s'élèvent à 644,5 milliards de francs CFA, soit 63,7% du montant total des nouvelles signatures. Ils ont été conclus auprès de l'Agence Française de Développement, de la Banque Africaine de Développement et de la Banque Mondiale.

Les nouveaux engagements libellés en Francs CFA s'établissent à 196,9 milliards de francs CFA et concentrent 19,5% de l'ensemble des nouveaux emprunts. Ils sont constitués des prêts obtenus auprès des banques locales et sur le marché financier régional.

En définitive, les nouveaux emprunts contractés à taux de changes fixes en 2017 s'élèvent à 841,4 milliards de francs CFA contre une prévision de 1256,0 milliards de francs CFA. Ces engagements représentent 83,2% du montant total des nouvelles signatures. Pour ce qui est des engagements à taux de changes variables, ils se situent à 170,4 milliards de francs CFA contre 534,0 milliards de francs CFA prévus. En outre, ils représentent 16,8% du total des nouveaux emprunts. La prédominance des emprunts à taux de changes fixes s'explique d'une part, par la nécessité d'atténuer la vulnérabilité du portefeuille à la volatilité du Dollar américain et d'autre part, par le niveau important des offres de financement en Euro.

2.2.1.2. Maturité et différé moyens des nouveaux engagements en 2017

La maturité moyenne des nouvelles signatures s'établit à 14,5 ans pour un délai de grâce de 4,7 ans contre respectivement 8,4 ans et 3,5 ans prévus. Ces termes enregistrent une amélioration suite aux conditions favorables obtenues essentiellement sur les emprunts extérieurs.

La maturité moyenne des nouveaux emprunts extérieurs ressort à 16,9 ans contre 12,8 ans prévus. Cette dernière est meilleure que la prévision. Quant au différé moyen, il se situe à 5,1 ans contre une prévision de 4,9 ans. Cette situation est due à l'amélioration du différé moyen obtenu sur les prêts bilatéraux.

La maturité moyenne des nouveaux prêts intérieurs est de 4,3 ans contre une prévision de 3,5 ans. Celle-ci est meilleure qu'à la prévision. Le délai de grâce, pour sa part, se dégrade passant de 3,5 ans prévus à 3,2 ans réalisé. Cette situation résulte de la faiblesse du différé sur les emprunts bancaires.

En définitive, en 2017 la maturité moyenne et le différé moyen des nouveaux emprunts sont meilleurs que ceux obtenus l'année précédente. En effet, la maturité moyenne s'est établie à 14,5 ans contre 14,0 ans en 2016. Le différé moyen quant à lui s'est fixé à 4,7 ans pour 4,5 ans en 2016.

	Prévisions			Réalizations		
	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
Emprunt Extérieur	12,8	4,9	- de 5,0%	16,9	5,1	1,3
Bilatéral	16,5	3,0	- de 5,0%	20,0	5,0	0,7
Multilatéral	18,5	5,0	- de 5,0%	18,2	4,6	0,3
Commercial	6,0	1,5	- de 5,0%	0,0	0,0	0,0
Marché Financier International	10,0	10,0	- de 5,0%	8,0	8,0	7,0
Emprunt Intérieur	3,5	3,5	- de 5,0%	4,3	3,2	6,5
Bancaire				3,1	0,1	6,8
Marché Financier Régional	3,50	3,50	- de 5,0%	4,8	4,8	6,4
Ensemble	8,4	3,5	- de 5,0%	14,5	4,7	2,3

2.2.1.3. Taux d'intérêt des nouveaux engagements en 2017

En 2017, le taux d'intérêt moyen des nouvelles signatures s'est établi à 2,3% conformément à la prévision de moins de 5,0%. Comparativement à l'année 2016 où il était de 2,8%, ce taux connaît une baisse de 50,0 points de base suite à l'amélioration des taux intérêts sur les emprunts extérieurs notamment les emprunts bilatéraux et multilatéraux d'une part, et par l'absence des nouveaux emprunts commerciaux, d'autre part.

Prévus à moins de 5,0%, le taux d'intérêt moyen des nouveaux engagements extérieurs s'est situé à 1,3% grâce aux faibles taux d'intérêt obtenus sur les emprunts multilatéraux et bilatéraux.

Le taux d'intérêt moyen des nouveaux emprunts intérieurs s'est fixé à 6,5%. Il est supérieur à la prévision établie à moins de 5%. Cette dégradation est due à des taux élevés sur les emprunts bancaires et à la situation embryonnaire du marché financier régional.

2.2.1.4. Couverture des risques du portefeuille des nouveaux engagements en 2017

Les nouveaux engagements à taux d'intérêt variable représentent 63,7% du total de nouveaux prêts contre une prévision de 20,0%. Les emprunts à taux fixes concentrent 36,3% des nouvelles signatures pour une prévision de 80,0%. Ainsi, le portefeuille de la dette publique est fortement exposé au risque de taux d'intérêt.

Prévus dans la stratégie d'endettement public à 29,8% de l'ensemble des nouveaux emprunts, les prêts libellés en Dollar américain représentent 16,8%. Les nouveaux engagements contractés en Euro et en Francs CFA concentrent 63,7% et 19,5% du total des nouvelles signatures contre respectivement 40,8% et 29,3% prévus. La prédominance des prêts libellés en devises à taux de changes fixes permet ainsi de maîtriser l'exposition du portefeuille de la dette publique au risque de taux de change.

En 2017, aucun emprunt n'a été contracté auprès des créanciers commerciaux contrairement aux années précédentes.

D'une manière générale, les recommandations prescrites dans la stratégie d'endettement public en matière des nouveaux engagements n'ont pas été respectées en 2017. Toutefois, ce résultat ne contraint pas la réalisation à moyen terme des objectifs de risque du portefeuille de la dette.

2.2.2. Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2017

2.2.2.1. Décaissements en devises en 2017

En 2017, les tirages effectués sur FINEX et FININ se chiffrent à 976,4 milliards de francs CFA. La part des décaissements réalisés en Dollar américain représente 26,1% du montant total des tirages. Les financements extérieurs et intérieurs mobilisés en Francs CFA et en Euro concentrent respectivement 21,9% et 52,0% de l'ensemble des décaissements.

En comparaison à l'année 2016, la part des financements en Euro en 2017 augmente de 31,6 points de pourcentage, tandis que celles des décaissements en Dollar et en Franc CFA baissent respectivement de 13,5 points de pourcentage et 20,0 points de pourcentage.

Les tirages effectués en monnaie de changes fixes concentrent plus de deux-tiers (2/3) du portefeuille des décaissements en 2017. Ainsi, l'exposition au risque de change du portefeuille de la dette totale demeure maîtrisée.

2.2.2.2. Maturité moyenne et différé moyen des décaissements sur FINEX et FININ en 2017

En 2017, la durée moyenne des financements extérieurs et intérieurs est de 13,8 ans contre 8,3 ans en 2016. Cet allongement de la maturité moyenne des tirages est portée par la durée moyenne des FINEX notamment les emprunts bilatéraux et multilatéraux. Quant au différé moyen, il est ressorti à 4,6 ans en 2017 contre 1,7 an l'année précédente. Cette amélioration du délai de grâce moyen est soutenue par l'ensemble des décaissements intérieurs et extérieurs.

La maturité moyenne des tirages sur FINEX s'établit à 16,2 ans pour un délai de grâce moyen de 4,9 ans. Ces termes s'apprécient respectivement de 5,2 ans et 3,0 ans par rapport à

l'année 2016. Cette appréciation résulte de l'amélioration des termes sur l'ensemble des catégories des dettes extérieures.

Les décaissements sur emprunts bilatéraux ont une durée moyenne de 19,6 ans et un différé moyen de 5,4 ans contre respectivement 16,1 ans et 3,7 ans l'année précédente. Cette légère appréciation des termes s'explique par l'augmentation des décaissements effectués auprès de l'Agence Française de Développement (AFD).

La maturité moyenne des emprunts multilatéraux s'établit à 17,9 ans pour un délai de grâce moyen de 4,5 ans. Ces termes sont meilleurs que ceux de l'année 2016 qui étaient de 14,5 ans pour la maturité moyenne et de 2,8 ans pour le différé moyen. Cette situation découle essentiellement de l'allongement de la maturité des emprunts consentis par la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Mondiale et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA).

Pour ce qui est des tirages sur prêts commerciaux, ils ont une maturité moyenne de 8,3 ans. Contrairement à l'année 2016, la maturité moyenne qui était de 7,8 ans augmente de 0,5 an suite aux seuls tirages effectués auprès de Industrial and Commercial of China Limited (ICBC).

En 2017, la maturité moyenne des décaissements effectués sur le marché financier international ressort à 7,5 ans et le différé moyen à 6,5 ans contrairement à l'année 2016 où aucun tirage n'avait été réalisé sur ce marché.

La maturité moyenne des décaissements sur emprunts intérieurs s'établit à 4,1 ans pour un délai de grâce moyen de 3,4 ans. Comparé à l'exercice précédent, la maturité moyenne demeure stable en 2017, tandis que le différé moyen s'apprécie de 1,9 an. Ce résultat est porté essentiellement par les différés des décaissements réalisés sur le marché financier régional.

	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
Emprunt Extérieur	16,2	4,9	1,8
Bilatéral	19,6	5,4	1,1
Multilatéral	17,9	4,5	0,8
Commercial	8,3	0,0	4,8
Marché Financier International	7,5	6,5	7,0
Emprunt Intérieur	4,1	3,4	6,5
Bancaire	2,4	0,0	6,8
Marché Financier Régional	4,7	4,7	6,4
Ensemble	13,8	4,6	2,7

2.2.2.3. Taux d'intérêt moyen des décaissements en 2017

En 2017, les tirages effectués sur FINEX et FININ enregistrent un taux d'intérêt moyen de 2,7%. Ce taux est en baisse de 150 points de base comparativement à l'année précédente suite à l'amélioration des taux d'intérêt de la dette extérieure.

Le taux d'intérêt moyen des décaissements sur FINEX est de 1,8% contre 2,8% en 2016. Cette appréciation découle de la part importante des engagements multilatéraux et bilatéraux au titre des appuis budgétaires.

Pour ce qui est du taux d'intérêt moyen des décaissements sur FININ, il s'établit à 6,5% contre 6,3% en 2016. Ce taux demeure relativement stable entre les deux années.

2.3 Indicateurs d'endettement public en 2017

Le taux d'endettement, la pression du service sur les recettes budgétaires et le ratio des intérêts sur les recettes budgétaires constituent les principaux indicateurs d'analyse d'endettement public.

TABLEAU N°7 : INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2017

<i>En Pourcentage</i>			
	Prévisions	Réalisations	Ecart
Encours/PIB	49,3	55,4	6,1
Service/Recettes budgétaires	45,7	45,8	0,1
Intérêts/Recettes budgétaires	11,7	11,3	-0,4

2.3.1. Taux d'endettement public en 2017

Le taux d'endettement public s'est établi à 55,4% en 2017. Il progresse de 6,1 points comparativement à la prévision. Ce résultat provient de la croissance plus rapide de l'encours par rapport au PIB. En effet, l'encours progresse de 14,7% comparé à la prévision, tandis que le niveau du PIB ne croît que de 1,9% par rapport à sa prévision.

Le ratio d'endettement public croît de 6,1 points par rapport à son niveau effectif de l'année 2016 qui était de 49,3% du PIB. Cette situation s'explique par l'évolution plus rapide de l'encours par rapport au PIB, soit respectivement 17,5% et 4,4%.

2.3.2. Pression du service de la dette publique sur les recettes budgétaires en 2017

En 2017, la pression du service de la dette sur les recettes budgétaires se situe à 45,8% et est quasi conforme à la prévision arrêtée à 45,7%. Pour ce qui est de la charge de la dette sur les recettes budgétaires, elle se fixe à 11,3% contre 11,7% prévu.

Le ratio du service de la dette sur les recettes budgétaires croît de 10,5 points de pourcentage comparativement à son niveau de 2016 qui était de 35,3%. Cet accroissement

provient de l'augmentation plus rapide du service par rapport aux recettes budgétaires. En effet, le service de la dette publique augmente de 34,6% tandis que les recettes ne croissent que de 3,9%. Concernant les intérêts sur les recettes budgétaires, ce ratio progresse de 1,6 point de pourcentage par rapport à son niveau de l'année précédente où il se situait à 9,7%. Cette situation découle de la progression plus rapide des intérêts de la dette par rapport aux recettes budgétaires, soit respectivement 20,7% et 3,9%.

Globalement, l'ensemble des indicateurs d'endettement public se sont situés au-dessus des seuils stratégiques arrêtés à 35,0% pour le taux d'endettement, 25,0% pour la pression du service sur les recettes budgétaires et 10,0% pour le ratio des intérêts de la dette sur les recettes budgétaires.

3. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2017

Le service de la dette publique se chiffre à 740,3 milliards de francs CFA en 2017 avec 736,9 milliards de francs CFA de dette publique directe et 3,4 milliard de francs CFA de dette garantie. Comparé à la prévision établie à 783,9 milliards de francs CFA, ce service enregistre une baisse de 42,9 milliards de francs CFA. Le service extérieur dû représente 60,6% du service total dû et celui de la dette intérieure 39,4%.

En 2017, le montant total du service extérieur dû se situe à 448,8 milliards de francs CFA contre une prévision de 536,9 milliards de francs CFA, soit une baisse de 88,1 milliards de francs CFA. Le service intérieur dû pour sa part, s'établit à 291,4 milliards de francs CFA. Il est en hausse de 45,1 milliards de francs CFA par rapport à sa prévision arrêtée à 246,3 milliards de francs CFA. Cette augmentation résulte de l'accroissement du service intérieur dû au titre de la dette moratoire et celle envers le marché financier régional.

Le service de la dette publique qui était de 549,8 milliards de francs CFA en 2016, augmente de 190,5 milliards de francs CFA en 2017, suite à l'augmentation cumulée du service de la dette extérieure et intérieure. En effet, la dette extérieure croit de 72,5 milliards de francs CFA et la dette intérieure de 117,9 milliards de francs CFA.

Le paiement du service total en 2017 s'élève à 635,8 milliards de francs CFA, avec 368,0 milliards de francs CFA de règlement extérieur et 267,8 milliards de francs CFA de règlement intérieur. Ce paiement a été effectué entièrement sur la dette directe. Le montant total des arriérés de la dette publique pour sa part, s'élève à 165,5 milliards de francs CFA et comprend 123,7 milliards de francs CFA d'arriérés extérieurs et 41,8 milliards d'arriérés intérieurs.

TABLEAU N°8 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE EN 2017

En Milliards de Francs CFA

	Principal	Intérêts	Total
Dettes Extérieures	308,7	140,2	448,8
Dettes Bilatérales	43,9	18,3	62,1
dont Club de Paris	9,5	0,8	10,3
Dettes Multilatérales	34,0	10,6	44,6
Dettes Commerciales	119,5	23,5	143,0
Marché Financier International	111,4	87,8	199,2
Dettes Intérieures	249,2	42,2	291,4
Bancaire	41,7	24,6	66,3
Divers	9,7	0,0	9,7
Moratoire	134,5	0,0	134,5
Marché Financier Régional	63,3	17,6	80,9
Total Service de la Dette Publique	557,9	182,4	740,3

3.1. Service de la dette publique extérieure en 2017

Le service de la dette publique extérieure est de 448,8 milliards de francs CFA et comprend 3,4 milliards de francs CFA de dette garantie. Ce service croit de 72,5 milliards de francs CFA par rapport à l'année 2016 où il se situait à 376,3 milliards de francs CFA. L'augmentation de ce service extérieur résulte de l'accroissement du service dû envers le marché financier international et aux créanciers multilatéraux.

En 2017, le service dû au titre de la dette bilatérale, d'un montant de 62,1 milliards de francs CFA, enregistre une baisse de 9,7 milliards de francs CFA par rapport à son niveau de l'année précédente. Cette situation découle de la diminution du service dû aux partenaires chinois et koweïtiens. Ces deux créanciers concentrent 61,7% du total du service de la dette bilatérale. Par ailleurs, le service de la dette bilatérale représente 13,8% du montant global du service extérieur.

Le service de la dette multilatérale se chiffre à 44,6 milliards de francs CFA contre 35,7 milliards de francs CFA en 2016. Il progresse de 8,9 milliards de francs CFA suite à l'accroissement du service dû à la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Islamique de Développement (BID) et à la Banque Mondiale. En effet, le service dû à ces trois créanciers représente 83,9% du service de la dette multilatérale. De plus, le service au titre de la dette multilatérale englobe 9,9% du total du service extérieur.

D'un montant de 139,8 milliards de francs CFA, le service de la dette commerciale est en baisse de 41,1 milliards de francs CFA par rapport à son niveau de 2016. Cette diminution du service de la dette commerciale est consécutive à la baisse des engagements envers les créanciers français, espagnols, belges, chinois, américains et hongkongais qui représentent 45,5% du montant total du service commercial. En outre, le service de la dette commerciale concentre 31,9% du service extérieur total.

Le service dû envers le marché financier international se chiffre à 199,2 milliards de francs CFA en 2017 et enregistre une hausse de 111,3 milliards de francs CFA comparativement à son niveau de l'année antérieure où il était de 87,9 milliards de francs CFA. Ce service absorbe 44,4% du service extérieur total.

Les paiements de la dette extérieure s'élèvent à 368,0 milliards de francs CFA et comprennent 235,9 milliards de francs CFA de principal et 132,1 milliards de francs CFA d'intérêt. Les règlements de la dette bilatérale sont de 62,1 milliards de francs CFA et ceux effectués au profit des créanciers multilatéraux à 42,7 milliards de francs CFA. Quant aux créanciers commerciaux et le marché financier international, ils ont bénéficiés respectivement des paiements à hauteur de 64,0 milliards de francs CFA et de 199,2 milliards de francs CFA.

Le montant des arriérés extérieurs en 2017 s'établit à 123,7 milliards de francs CFA dont 116,0 milliards de francs CFA au titre d'arriérés de principal et 7,7 milliards de francs CFA au titre d'arriérés d'intérêt. Les arriérés des dettes bilatérales, multilatérales et

commerciales se situent respectivement à 0,1 milliards de francs CFA, 3,2 milliards de francs CFA et 120,4 milliards de francs CFA.

3.1.1. Remboursement de la dette publique extérieure en 2017

En 2017, le principal dû aux créanciers extérieurs est de 308,7 milliards de francs CFA. Il croît de 26,5% par rapport à son niveau de l'année 2016 qui était de 244,1 milliards de francs CFA. La dette commerciale représente 38,7% du principal dû au titre de la dette extérieure, le marché financier international 36,1%, la dette bilatérale 14,2% et la dette multilatérale 11,0% dudit principal.

Le principal dû au titre de la dette bilatérale se chiffre à 43,9 milliards de francs CFA contre 49,3 milliards de francs CFA en 2016. Il enregistre une baisse de 5,4 milliards de francs CFA, du fait de la diminution des remboursements de principal des partenaires chinois et koweïtiens qui concentrent 52,1% du principal dû au titre de la dette bilatérale. De plus, le remboursement dû aux créanciers membres du Club de Paris représente 21,6% du principal des partenaires bilatéraux.

L'amortissement de la dette multilatérale se situe à 34,0 milliards de francs CFA contre 26,7 milliards de francs CFA en 2016, correspondant ainsi à une augmentation de 7,3 milliards de francs CFA. Cette situation s'explique par la hausse du principal dû à La Banque Africaine de Développement (BAD) et à la Banque Islamique de Développement, qui concentrent à eux deux 78,6% de l'amortissement de la dette multilatérale.

Le principal dû au titre de la dette commerciale s'établit à 117,2 milliards de francs CFA. Comparé à l'année 2016 où il était de 168,1 milliards de francs CFA, l'amortissement de la dette commerciale diminue de 50,9 milliards de francs CFA. Cette baisse découle du repli du principal dû aux créanciers français, espagnols, belges, chinois, américains et hongkongais. Par ailleurs, les crédits de type acheteurs représentent 62,6% du principal dû au titre de la dette commerciale et les crédits de type fournisseurs 37,4%.

Le principal dû envers le marché financier international se chiffre à 111,4 milliards de francs CFA en 2017, contrairement à l'année 2016 où aucune dette en principal n'a été enregistrée sur ce marché.

3.1.2. Charges de la dette publique extérieure en 2017

Les charges de la dette publique extérieures s'élèvent à 140,2 milliards de francs CFA et représentent 31,2% du service extérieur. En comparaison à l'année 2016, elles augmentent de 8,0 milliards de francs CFA en raison de la hausse des intérêts dus aux créanciers commerciaux et multilatéraux.

Les intérêts, commissions et frais dus au titre de la dette bilatérale se chiffrent à 18,3 milliards de francs CFA et concentrent 13,0% de l'ensemble des charges de la dette extérieure. La banque chinoise Export Import Bank absorbe à elle seule 84,2% du montant total

d'intérêts dus aux créanciers bilatéraux. Le Club de Paris quant à lui, enregistre un niveau d'intérêt en 2017 de 0,8 milliard de francs CFA.

Les charges financières relatives à la dette multilatérale se situent à 10,6 milliards de francs CFA, soit 7,6% du total des intérêts extérieures. La Banque Islamique de Développement (BID), la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque Mondiale concentrent 98,6% du montant total des charges dus aux créanciers multilatéraux.

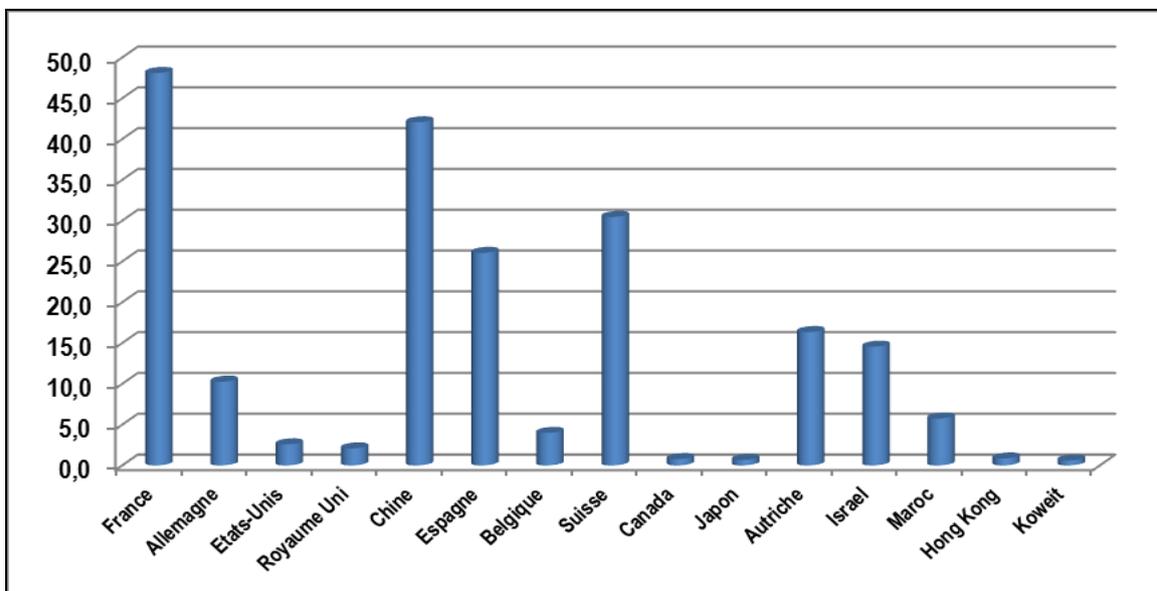
D'un montant de 23,5 milliards de francs CFA, les intérêts dus au titre de la dette commerciale représentent 16,8% de l'ensemble des charges de la dette extérieure. Les charges financières relatives à la dette commerciale qui englobent exclusivement les crédits acheteurs sont portés majoritairement par les partenaires autrichiens, français, chinois, espagnols et israéliens à hauteur de 91,7% du montant des intérêts de la dette commerciale.

Les intérêts dus envers le marché financier international s'élèvent à 87,8 milliards de francs CFA et représentent 62,6% de l'ensemble des charges financières extérieures. Ces derniers comprennent les Eurobonds émis en 2007, 2013 et 2015 pour respectivement 9,6 milliards de francs CFA, 57,2 milliards de francs CFA et 21,1 milliards de francs CFA.

3.1.3. Service de la dette publique extérieure par pays et monnaies en 2017

En 2017, le service de la dette publique extérieure par pays se chiffre à 205,1 milliards de francs CFA. Il est dû principalement à la France, la Chine, la Suisse, l'Espagne, l'Autriche et Israël pour un montant de 177,5 milliards de francs CFA contre 216,3 milliards de francs CFA en 2016. En outre, avec 86,6% du total du service bilatéral et commercial, ces six (6) pays demeurent les principaux partenaires du Gabon. La France absorbe 23,5% de ce service, la Chine 20,5%, la Suisse 14,8%, l'Espagne 12,7%, l'Autriche 8,0% et Israël 7,1% de l'ensemble dudit service. La part restante, soit 13,4%, se répartit entre l'Allemagne, le Maroc, la Belgique, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, Hong-Kong, le Japon et le Koweït.

GRAPHIQUE N°5 : SERVICE DE LA DETTE BILATERALE ET COMMERCIALE PAR PAYS EN 2017 **(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)**



En 2017, le service de la dette publique extérieure est dû dans neuf (9) monnaies à savoir l'Euro (EUR), le Dollar américain (USD), le Yen (JPY), le Dinar Islamique (IDI), le Yuan Renminbi (CNY), le Droit des Tirages Spéciaux (DTS), le Dinar Koweïtien (KWD), le Franc CFA (XAF). Le Dollar et l'Euro concentrent respectivement 56,6% et 38,8% du montant total du service extérieur, soit 95,4%. Le reste des monnaies représentent 4,6% de ce service. Il s'agit respectivement du CNY avec 2,8%, du XAF avec 1,3%, du JPY avec 0,2%, de l'IDI avec 0,1%, du KWD avec 0,1%, et enfin du DTS avec 0,1%.

3.2. Service de la dette publique intérieure en 2017

Le service dû au titre de la dette publique intérieure s'établit à 291,4 milliards de francs CFA en 2017. Il croit de 117,9 milliards de francs CFA comparé à l'année 2016 où il était de 173,5 milliards de francs CFA. Cette situation résulte de l'accroissement du service dû aux banques locales, aux fournisseurs des services et prestataires de travaux et au marché financier régional.

Le service de la dette bancaire se situe à 66,3 milliards de francs CFA contre 42,4 milliards de francs CFA l'année 2016. Il progresse de 23,9 milliards de francs CFA suite à l'augmentation du service dû auprès de la Banque Gabonaise et Française International (BGFI), de la Banque Unie pour l'Afrique (UBA), de la Banque International pour le Commerce et l'Industrie du Gabon (BICIG) et Orabank. Le service dû aux banques locales représente 22,8% du service intérieur.

D'un montant de 134,5 milliards de francs CFA, le service dû sur la dette moratoire augmente de 56,6 milliards de francs CFA en 2017. Cette situation découle de la part importante du service dû au titre des travaux d'infrastructures routières, des consommations de l'Etat et à la Zone Economique Spéciale de Nkok. Le poids du service de la dette moratoire dans le service total intérieur est de 46,2%.

Le service de la dette diverse s'élève à 9,7 milliards de francs CFA contre 16,6 milliards de francs CFA en 2016, soit une diminution de 8,9 milliards de francs CFA. Ce résultat s'explique essentiellement par la réduction du service dû à la Poste S.A. Par ailleurs, la part du service dû au titre de la dette diverse représente 3,3% du total service de la dette intérieure.

Le service de la dette envers le marché financier régional quant à lui, se chiffre à 80,9 milliards de francs de CFA. Il enregistre une hausse de 46,2 milliards de francs CFA par rapport à son niveau de l'année 2016. Cet accroissement provient de l'augmentation du service dû au titre des émissions obligataires. La proportion du service dû envers le marché financier est de 27,8% du service intérieur.

En 2017, les règlements de la dette intérieure s'établissent à 267,8 milliards de francs CFA. Le service réalisé en faveur des banques locales est de 64,6 milliards de francs CFA, celui effectué au profit des entités publiques dont la dette est reprise par l'Etat de 6,4 milliards de francs CFA, celui au bénéfice des fournisseurs de service et des prestataires de l'Etat de 115,9 milliards de francs CFA et celui pour le marché financier régional de 80,9 milliards de francs CFA.

Le montant des arriérés intérieurs en 2017 est de 41,7 milliards de francs CFA et comprend 41,2 milliards de francs CFA de principal et 0,5 milliard de francs CFA d'intérêts. Les arriérés des dettes diverses et moratoires se chiffrent respectivement à 14,3 milliards de francs CFA et 25,6 milliards de francs CFA, ceux au titre de la dette bancaire se situent à 1,8 milliard de francs CFA.

3.2.1. Remboursement de la dette publique intérieure en 2017

En 2017, le principal intérieur dû se situe à 227,4 milliards de francs de CFA. Ce dernier est en hausse de 94,6 milliards de francs CFA comparé à l'année 2016 où il était de 154,6 milliards de francs CFA.

L'amortissement au titre de la dette bancaire est de 41,7 milliards de francs CFA, celui de la dette diverse de 6,4 milliards de francs CFA, celui de la dette moratoire de 115,9 milliards de francs CFA et celui envers le marché financier de la CEMAC de 63,3 milliards de francs CFA. Ces derniers représentent respectivement 18,3%, 2,8%, 51,0% et 27,8% du montant total du principal intérieur.

3.2.2. Charges de la dette publique intérieure en 2017

Les charges financières relatives à la dette intérieure s'élèvent à 40,3 milliards de francs CFA contre 18,9 milliards de francs CFA en 2016, soit une augmentation de 21,4 milliards de francs CFA. Ce résultat se justifie par l'accroissement des intérêts dus aux secteurs bancaire et envers le marché financier régional.

Les intérêts dus au titre de la dette bancaire et envers le marché financier régional s'établissent respectivement à 22,8 milliards de francs CFA et à 17,6 milliards de francs CFA.

Ils représentent 56,5% et 41,6% du montant total des intérêts intérieurs. De plus, aucun intérêt n'a été enregistré sur les dettes moratoire et diverse.

4. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2017

En 2017, l'encours de la dette publique se chiffre à 4807,6 milliards de francs CFA, il enregistre une croissance de 17,5% par rapport à son niveau de 2016 où il situait à 4093,1 milliard de francs CFA. Ce résultat est dû à l'augmentation des engagements intérieurs et extérieurs.

Le montant de la dette extérieure à fin Décembre 2017 s'élève à 3355,8 milliards de francs CFA. Comparativement à l'année 2016 où il était de 3107,0 milliards de francs CFA, l'encours de la dette publique extérieure augmente de 8,0% en 2017.

D'un montant de 1451,9 milliards de francs CFA en 2017, le stock de la dette publique intérieure croît de 47,2%, comparé à l'année 2016 où il s'établissait à 986,1 milliards de francs CFA.

Le stock de la dette publique extérieure demeure majoritaire dans l'encours global avec 69,8%. Pour ce qui est des engagements intérieurs, ils représentent 30,2% de l'encours total. Toutefois, la part de la dette intérieure progresse de 6,1 points de pourcentage par rapport à l'année 2016.

TABLEAU N°9: ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE A FIN 2017

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Dettes Extérieures	3 355,8
Dettes Bilatérales	678,9
Dettes Multilatérales	913,5
Dettes Commerciales	566,5
Marché Financier International	1 196,9
Dettes Intérieures	1 451,9
Bancaire	826,4
Divers	14,0
Moratoires	240,9
Marché Financier Régional	370,6
Total Encours de la Dette Publique	4 807,6

4.1. Encours de la dette publique par source de dette à fin 2017

Il convient ici d'analyser l'évolution de l'encours de la dette publique extérieure d'une part, et celui de la dette publique intérieure d'autre part.

4.1.1. Encours de la dette publique extérieure à fin 2017

Le stock de la dette publique extérieur s'élève à 3355,8 milliards de francs CFA en 2017, contre 3107,0 milliards de francs CFA l'année précédente, soit une hausse de 8,0%. Cet accroissement découle exclusivement des engagements multilatéraux.

D'un montant de 678,9 milliards de francs CFA en 2017, la dette bilatérale représente 20,2% de l'encours extérieur. Ce montant est en baisse de 8,6% comparativement à son niveau de 2016 où il était de 742,8 milliards de francs CFA du fait de la réduction des engagements envers la chine. Par ailleurs, l'encours de la dette détenue par les créanciers membres du Huitième Club de Paris (CP8) à fin 2017 est de 14,7 milliards de francs CFA et correspond à 2,2% de l'encours de la dette bilatérale.

L'encours de la dette multilatérale se situe à 913,5 milliards de francs CFA en 2017 contre 376,8 milliards de francs CFA l'année antérieure, soit une croissance de 138,1%. Cette situation découle de la forte mobilisation des fonds auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) en vue de soutenir le Programme de Relance Economique (PRE) initié par le gouvernement. Ces trois créanciers détiennent 82,5% de l'encours de la dette multilatérale. En outre, le stock de l'encours multilatéral représente 27,2% de l'encours extérieur.

Le stock de la dette commerciale se chiffre à 566,5 milliards de francs CFA et représente 16,9% du montant de la dette extérieure. Comparativement à l'année 2016, ce stock enregistre une baisse de 11,4% en 2017. Cette baisse est consécutive à la diminution des engagements envers les créanciers français, espagnols, suisses et les britanniques et israéliens.

L'encours de la dette envers le marché financier international s'élève à 1196,9 milliards de francs CFA, correspondant à 35,7% du montant total de la dette extérieure. Il régresse de 11,1% par rapport à 2016 où il se situait à 1346,0 milliards de francs CFA. Cette situation s'explique en partie par le remboursement de l'Eurobond émis en 2013 arrivé en maturité en décembre 2017.

4.1.2. Encours de la dette publique intérieure à fin 2017

En 2017, le montant de l'encours de la dette publique intérieure est de 1451,9 milliards de francs CFA contre 986,1 milliards de francs CFA en 2016. Il progresse de 47,2% suite à l'augmentation des engagements bancaires et ceux envers le marché financier régional.

Le stock de la dette bancaire s'élève à 826,4 milliards de francs CFA et représente 56,9% de l'encours intérieur. Comparé à l'année 2016 où il était de 358,2 milliards de francs CFA, ce dernier enregistre une hausse de 130,7% du fait de l'accroissement des emprunts contractés auprès de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), la BICIG et ORABANK.

L'encours de la dette moratoire s'établit à 240,9 milliards de francs CFA et représente 16,6% de l'encours total intérieur. Il décroît de 23,2% par rapport à son niveau de l'année antérieure où il était de 313,4 milliards de francs CFA. Cette tendance baissière résulte de la volonté du gouvernement d'apurer une partie de la dette intérieure.

D'un montant de 14,0 milliards de francs CFA en 2017, le stock de la dette diverse concentre 1,0% du total de l'encours intérieur. Il enregistre une baisse de 30,2%

comparativement à son montant de l'année précédente où il s'établissait à 20,0 milliards de francs CFA.

L'encours de la dette envers le marché financier régional qui s'élève à 370,6 milliards de francs CFA en 2017, représente 25,5% du total de l'encours de la dette intérieure. Réalisé à hauteur de 294,4 milliards de francs CFA en 2016, ce stock progresse de 25,9% en 2017. Ce résultat découle des fonds mobilisés sur le marché financier régional des titres publics à souscription libre organisé par la BEAC, pour un montant de 8,0 milliards de francs CFA et sur le marché de la BVMAC, à hauteur de 131,4 milliards de francs CFA.

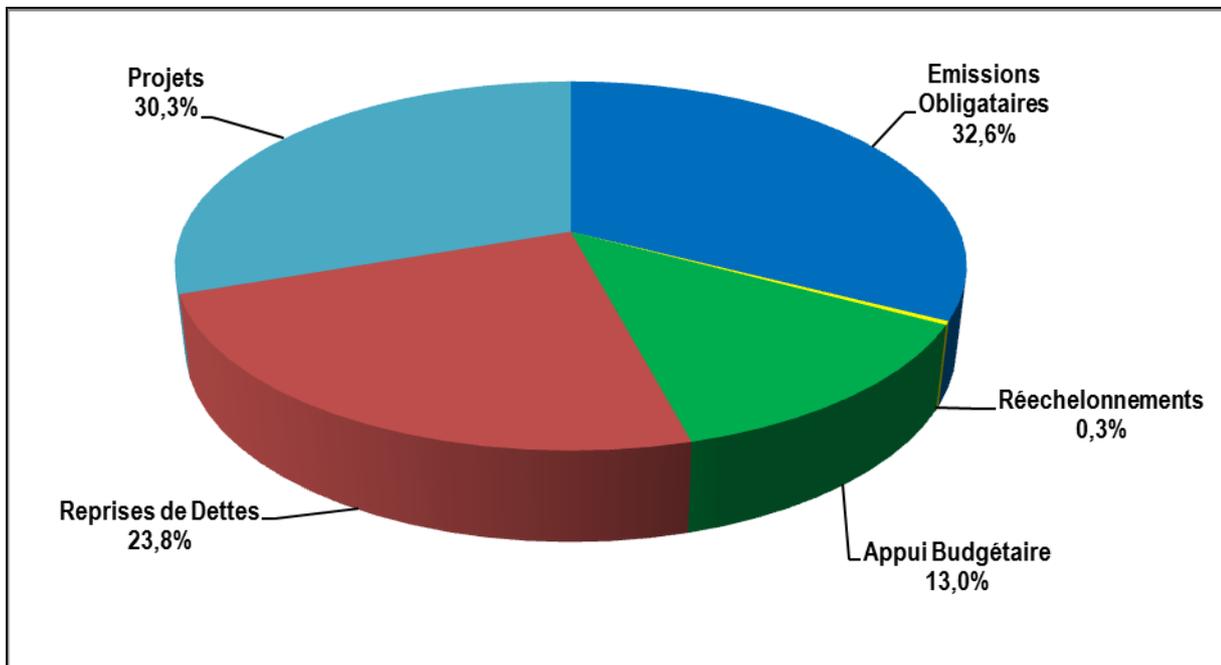
4.2. Encours de la dette publique par affectation à fin 2017

En 2017, le stock de la dette relatif aux projets est de 1458,6 milliards de francs CFA et représente 30,3 % de l'encours global. Le montant restant de l'encours, qui s'élève à 3349,0 milliards de francs CFA et correspondant à 69,7% du total de l'encours, est dédié aux opérations d'émissions d'emprunts obligataires, à la dette rééchelonnée, aux appuis budgétaires et aux reprises de passifs.

D'un montant de 1696,2 milliards de francs CFA en 2016, l'encours de la dette lié aux projets, régresse de 14,0%. En revanche, le stock de la dette hors projets croit de 39,7% passant de 2396,9 milliards de francs CFA en 2016 à 3349,0 milliards de francs CFA en 2017.

En 2017, les montants de l'encours affectés aux projets, aux émissions obligataires et aux rééchelonnements de la dette baissent respectivement de 14,0%, 4,4% et 39,7% contre 41,4%, 40,1% et 0,6% en 2016. Par contre, le stock des reprises de passifs croit de 56,0% en 2017 contre 17,9% l'année précédente. Par ailleurs, on enregistre un montant important des appuis budgétaires contrairement à l'année 2016.

GRAPHIQUE N°6 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATION A FIN 2017 (EN POURCENTAGE)



4.2.1. Encours de la dette publique par projet à fin 2017

En 2017, le stock de la dette publique par projet se situe à 1458,6 milliards de francs CFA. Ce dernier a été orienté vers la réalisation de 91 projets dans 15 secteurs d'activités différents contre 90 projets dans 14 secteurs en 2016.

L'encours de la dette publique par projets affecté aux secteurs de la route, la santé, l'électricité et l'eau s'établit à 1046,0 milliards de francs CFA et représente 71,7% de l'encours total par projets. Il enregistre une hausse de 181,1 milliards de francs CFA par rapport à son niveau de 2016 qui était de 1227,0 milliards de francs CFA.

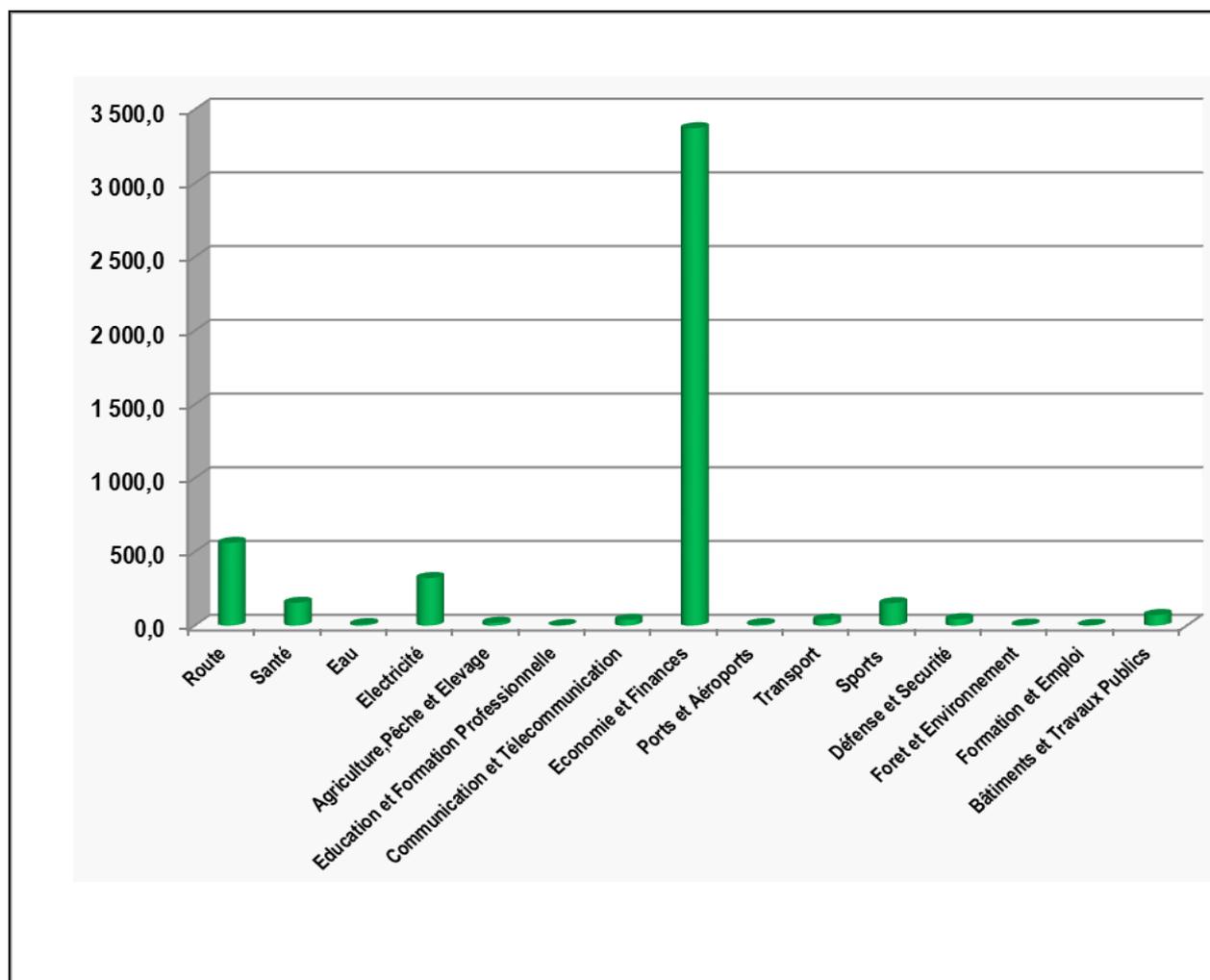
Le stock de la dette par projets relatif au secteur de la route s'élève à 560,3 milliards de francs CFA. Il comprend quatorze (14) projets dont les principaux sont la route Port-Gentil-Omboue et le pont sur l'Ogooué à Boué avec 37,9% du total de l'encours dédié au secteur routier, le Programme Routier phase 1 avec 20,0%, l'Aménagement de la route nationale 1 avec 12,9% et la Réhabilitation de la route Ndjolé-Medoumane avec 11,8%.

D'un montant de 331,7 milliards de francs CFA en 2017, l'encours de la dette par projets en faveur du secteur de l'électricité et de l'eau se compose de sept (7) projets. Les projets les plus significatifs sont le Barrage Grand Poubara avec 52,2%, le Transport de l'Energie Electrique avec 21,5% et enfin la Centrale Electrique d'Owendo avec 19,2% du total de l'encours dudit secteur.

L'encours de la dette relatif au secteur de la santé est de 154,0 milliards de francs CFA et concerne huit (8) projets. Le Centre Hospitalier Universitaire Mère-Enfant, le Centre Hospitalier Universitaire de Libreville et l'Hôpital Universitaire d'Owendo sont les principaux projets de ce secteur avec respectivement 35,7%, 34,0% et 18,6% du total de l'encours du secteur de la santé.

Le montant restant de l'encours de la dette publique par projet s'établit à 412,6 milliards de francs CFA et représente 28,3% de l'encours total par projets. Ce dernier est constitué de dix (10) secteurs regroupant soixante-deux (62) projets. Les principaux projets sont la Construction des Stades des villes de Port-Gentil et d'Oyem, la Maintenance du Parc Automobile, la Construction du Complexe Multisports Omar Bongo Ondimba et l'Aménagement des bassins versants.

GRAPHIQUE N°7 : ENCOURS PROJETS PAR SECTEUR A FIN 2017 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



4.2.2. Encours de la dette publique hors projets à fin 2017

Le stock de la dette hors projet s'élève à 3349,0 milliards de francs CFA en 2017. Il comprend des émissions obligataires d'un montant de 1567,5 milliards de francs CFA, des reprises de passifs pour 1142,3 milliards de francs CFA, des dettes rééchelonnées pour 14,7 milliards de francs CFA et des appuis budgétaires d'un montant de 624,6 milliards de francs CFA. Ces derniers représentent respectivement 46,8%, 34,1%, 0,4% et 18,7% du total de l'encours hors projets.

L'encours relatif aux émissions obligataires international et régional se chiffre à 1567,5 milliards de francs CFA en 2017 contre 1640,4 milliards francs CFA en 2016, soit une baisse de 4,4 %. Le stock de la dette envers le marché financier international est de 1196,9 milliards

de francs CFA et se compose de l'Eurobond 2024 pour un montant de 813,6 milliards de francs CFA et celui de 2025 pour 383,3 milliards de francs CFA. Quant à l'encours de la dette envers le marché financier régional, il s'établit à 370,6 milliards de francs CFA et comprend des obligations du Trésor assimilables (OTA) à 2 ans et 3 ans pour des montants respectifs de 28,3 milliards de francs CFA et de 12,5 milliards de francs CFA; et des obligations du Trésor (OT) amortissables à 5 ans pour 329,8 milliards de francs CFA.

Le stock de la dette rééchelonnée s'élève à 14,7 milliards francs CFA et est constitué exclusivement d'engagements au titre du huitième Club de Paris. D'un montant de 24,3 milliards de francs CFA en 2016, ce stock décroît de 39,5% en 2017.

A fin décembre 2017, l'encours relatif aux reprises de dette est de 1142,3 milliards de francs CFA contre 732,2 milliards de francs CFA l'année précédente, ce qui correspond à une hausse de 56,0%. Ce stock est essentiellement composé de dettes moratoires, diverses et bancaires.

4.3. Encours de la dette publique par monnaie, maturité et taux d'intérêt à fin 2017

En 2017, l'encours de la dette publique se compose majoritairement des monnaies à taux de changes fixes, d'emprunts à taux d'intérêts fixes et des maturités de long terme.

En comparaison à l'année 2016, les emprunts contractés à taux de changes fixes progressent de 45,3%, tandis que ceux à taux de changes variable régressent de 6,7%.

L'encours de la dette à taux d'intérêt fixe croît de 10,8% et celui de la dette à taux d'intérêt flottant augmente de 43,3% contre respectivement 31,0% et 23,1% en 2016. Le taux d'intérêt moyen du portefeuille de la dette publique s'est fixé à 3,6% en 2017. Il demeure relativement stable par rapport à son niveau de l'année 2016.

En 2017, la durée d'amortissement moyenne du portefeuille de la dette publique s'est établit à 9,2 ans contre 7,5 ans en 2016, soit un rallongement de 1,7 an. Cette situation résulte de l'appréciation des maturités moyennes des dettes extérieure et intérieure.

4.3.1. Encours de la dette publique par monnaie à fin 2017

L'encours de la dette publique libellé à taux de changes fixes est de 2764,6 milliards de francs CFA et représente 57,5% de l'encours total. Quant à l'encours à taux de changes variables, il s'élève à 2043,0 milliards de francs CFA et concentre 42,5% du total de l'encours.

Le stock de la dette en Euro se chiffre à 1230,8 milliards de francs CFA, soit 44,5% de l'encours à taux de changes fixes. S'agissant du Franc CFA, il s'établit à 1533,8 milliards de francs CFA et concentre 55,5 % de l'ensemble des engagements à taux de changes fixes. Le Franc CFA demeure la principale monnaie à taux de changes fixes du portefeuille de la dette

publique comme en 2016. Cette situation s'explique principalement par l'importance de fonds obtenus auprès de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) en 2017.

TABLEAU N° 10 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES A FIN 2017

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Dollars Américains (USD)	1 780,5
Euros (EUR)	1 230,8
Dinars Kowétiens (KWD)	0,4
Yuans Remimbi (CNY)	187,9
Dinnars Islamiques (IDI)	71,7
Yens japonais (JPY)	1,1
Francs CFA (XAF)	1 533,8
Autres	1,4
Total Encours	4 807,6

L'encours de la dette libellé à taux de changes variables se chiffre à 2043,0 milliards de francs CFA. Le Dollar américain demeure la devise prépondérante avec 87,2% du total de l'encours à taux de change flottant. Le poids de cette monnaie augmente par rapport à l'année 2016 où il représentait 85,8% des engagements à taux de changes variables. Le Yuan Renminbi avec 9,2% du stock de la dette à taux de changes variables vient en seconde position, suivi du Dinar Islamique avec 3,5 %. Les parts de ces deux monnaies qui étaient respectivement de 9,9% et 4,1% en 2016, baissent en 2017. Enfin, le montant restant de l'encours à taux de changes flottants, soit 0,1%, est libellé en Yen Japonais, en Dinar Koweïtien, en Franc Suisse et en Droits des Tirages Spéciaux.

En définitive, l'Euro et le Dollar Américain représentent 62,6% de l'encours total avec respectivement 25,6% et 37,0%. Comparativement à l'année 2016, la part de ces monnaies décroît de 3,8 points de pourcentage suite à la baisse du poids de l'Euro de 18,5 points de pourcentage et celui du Dollar Américain de 8,9 points de pourcentage. Pour ce qui est du Franc CFA, son poids croît de 5,9 points de pourcentage, passant ainsi de 26,0% en 2016 à 31,9% en 2017. Par ailleurs, la part du Yuan Renminbi qui était de 5,3% en 2016, régresse de 1,4 point de pourcentage pour s'établir à 3,9% en 2017. L'encours de la dette publique en 2017, reste dominé par le poids de ces quatre (4) monnaies, qui représentent 98,5% dudit encours.

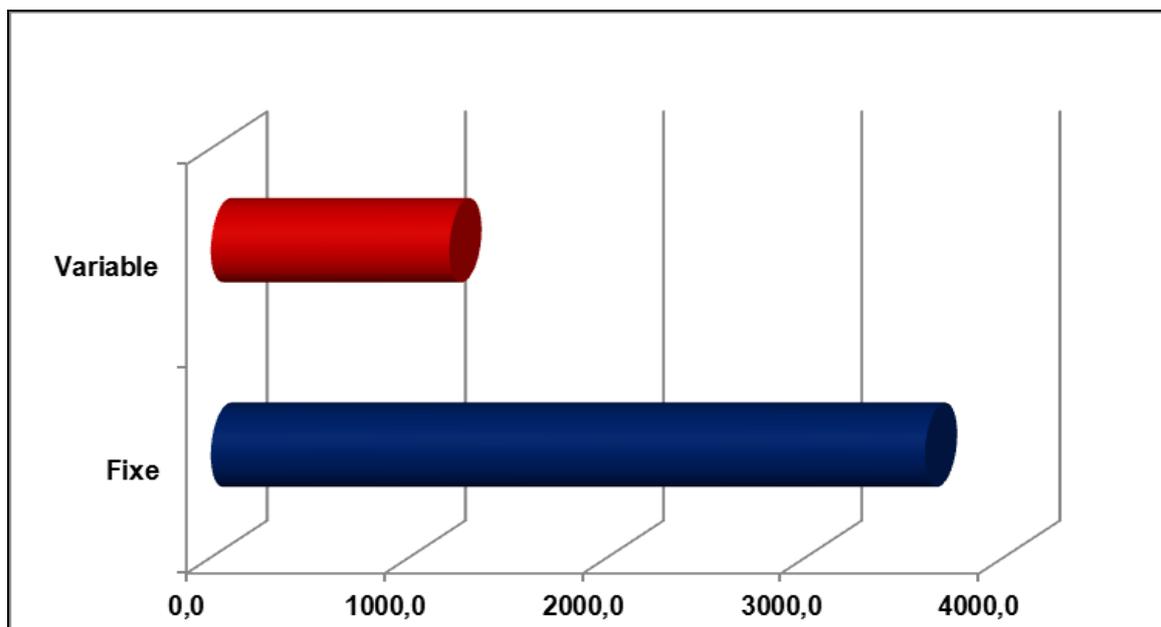
4.3.2. Encours de la dette publique par taux d'intérêt à fin 2017

Le stock de la dette publique en 2017 est constitué de 3603,8 milliards de francs CFA d'emprunts à taux d'intérêts fixes et de 1203,8 milliards de francs CFA d'engagements à taux d'intérêts variables. Par rapport à l'année précédente où ils étaient respectivement de 3252,9 milliards de francs CFA et de 840,2 milliards de francs CFA, ils enregistrent une hausse de 10,8% pour les engagements à taux d'intérêts fixes et de 43,3% pour ceux à taux d'intérêts variables.

L'encours à taux d'intérêts fixes représente 75,0% en 2017 contre 79,5% l'année antérieure. Il baisse de 4,5 points de pourcentage du fait de la légère hausse de la part de la dette contractée à taux d'intérêts variables. En revanche, la part de la dette à taux d'intérêts variables est de 25,0% contre 20,5% en 2016, soit une hausse de 4,5 points de pourcentage.

Les emprunts contractés au taux Euribor s'élèvent à 817,4 milliards de francs CFA et représentent 67,9% de l'encours de la dette à taux d'intérêts variables. Les engagements conclus à taux Euribor six (6) mois concentrent 58,9% du stock de la dette à taux d'intérêts flottants et ceux à taux Euribor trois (3) mois 9,0% dudit encours. De plus, l'encours de la dette publique à taux Libor trois (3) mois d'un montant de 328,1 milliards de francs CFA, représente 27,3% du stock de la dette à taux d'intérêts variables. Pour ce qui est de la dette contractée à taux Libor six (6) mois, elle s'élève à 50,9 milliards de francs CFA et concentre 4,2% de l'encours à taux d'intérêts flottants. Le TEC10 avec 0,2% ainsi que d'autres taux d'intérêts se répartissent les 0,6% restants de l'encours à taux d'intérêts variables.

**GRAPHIQUE N°8 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NATURE DE TAUX D'INTERET EN 2017
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)**



D'un montant de 452,3 milliards de francs CFA en 2017, les emprunts conclus à taux d'intérêt zéro concentrent 9,4% du total de l'encours. Ils sont essentiellement constitués des engagements contractés auprès des créanciers chinois, britanniques, Suisses et de la Banque Islamique de Développement en ce qui concerne la dette extérieure. S'agissant des engagements intérieurs, ils sont composés de dettes diverses et moratoires.

Les prêts contractés à des taux d'intérêts inférieurs ou égaux à 3% se chiffrent à 2233,2 milliards de francs CFA et représentent 46,5% de l'encours global. Ils comprennent majoritairement les dettes multilatérales, bilatérales et commerciales pour ce qui est de la dette extérieure. Quant à la dette intérieure, elle est constituée essentiellement de la dette contractée auprès de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC).

L'encours de prêts dont le taux se situe entre 3,0% et 6% s'établit à 216,8 milliards de francs CFA, soit 4,5% du montant total de l'encours. Ce stock est constitué majoritairement des dettes bilatérales dont les dettes envers le Club de Paris et les commerciales pour la dette extérieure et une partie des émissions sur le marché financier régional pour la dette intérieure.

D'un montant de 1905,3 milliards de francs CFA, les engagements conclus avec un taux d'intérêt compris entre 6,0% et 10%, concentrent 39,6% du stock total de la dette publique. Ces emprunts comprennent principalement les émissions obligataires effectuées sur le marché financier international pour le compte de la dette extérieure ainsi que des émissions obligataires par Appel Public à l'Épargne (APE) émises sur le marché financier régional et une partie des dettes bancaires en ce qui concerne la dette intérieure.

En définitive, le taux d'intérêt moyen qui est ressortit à 3,6% en 2017, demeure en deçà du plafond stratégique arrêté à 5,0%. Cette situation s'explique par la politique monétaire accommodante menée depuis 2009 par les principales banques centrales occidentales.

TABLEAU N° 11 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTERET A FIN 2017

<i>En Milliards de Francs CFA</i>	
	Montant
0%	452,3
0,0 à 3%	2 233,2
3,0 à 6 %	216,8
6,0 à 10 %	1 905,3
Total Encours de la Dette Publique	4 807,6

4.3.3. Encours de la dette publique par maturité à fin 2017

En 2017, la durée moyenne de remboursement de la dette publique est de 9,2 ans avec 9,9 ans pour les emprunts extérieurs et 7,4 ans pour les engagements intérieurs. Comparativement à l'année 2016 où elle se situait à 7,5 ans, la maturité moyenne du portefeuille de la dette publique s'apprécie de 1,7 an. Cette situation découle de l'allongement des maturités moyennes des dettes extérieure et intérieure.

La maturité moyenne du portefeuille de la dette extérieure est principalement portée par les engagements multilatéraux et bilatéraux avec respectivement 14,5 ans et 12,6 ans. Quant aux emprunts commerciaux et envers le marché financier international, leurs maturités moyennes se sont établies à 5,3 ans et 7,1 ans.

Le montant des prêts dont les maturités moyennes sont comprises entre 0 et 5 ans se chiffre à 1029,9 milliards de francs CFA et concentre 21,4% du total de l'encours. Les engagements commerciaux sont majoritaires pour ce qui est de la dette extérieure. S'agissant de la dette intérieure, ces emprunts concernent les dettes moratoires, diverses, bancaires et envers le marché financier régional.

Les engagements dont la durée de remboursement se situent entre 5,0 et 10 ans, s'établissent à 2093,8 milliards de francs CFA et représentent 43,6% du montant total de

l'encours. Ils sont constitués de créances envers le marché financier international et de celles envers les partenaires bilatéraux, multilatéraux et commerciaux pour ce qui concerne la dette extérieure. La dette intérieure pour sa part, comprend des emprunts bancaires.

L'encours des prêts dont la maturité moyenne est comprise entre 10,0 et 20 ans se situe à 1680,9 milliards de francs CFA, ce qui correspond à 35,0% du stock total de la dette publique. Ces prêts sont essentiellement composés des dettes bilatérales et multilatérales en ce qui concerne la dette extérieure, et des engagements contractés auprès de la BEAC pour ce qui est de la dette intérieure.

Le montant des emprunts ayant une durée de remboursement moyenne supérieure à 20 ans s'élève à 3,1 milliards de francs CFA et représente 0,1% du stock de la dette publique. Il s'agit essentiellement des prêts bilatéraux concessionnels.

TABLEAU N° 12 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE RESTANTE A FIN 2017
En Milliards de Francs CFA

	Montant
0 à 2 ans	330,2
2,0 à 5 ans	699,7
5,0 à 10 ans	2 093,8
10,0 à 20ans	1 680,9
Plus de 20,0 ans	3,1
Total Encours de la Dette Publique	4 807,6

CONCLUSION

En 2017, l'exécution de la stratégie d'endettement publique est marquée par la mise en œuvre du programme des réformes économiques et financières (PREF) conclus entre les Etats membres de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale et le Fonds Monétaire International. A cet effet, le recours à l'emprunt est particulièrement important du fait des niveaux élevés d'appuis budgétaires nécessaires à la réalisation du PREF.

Le montant des nouveaux emprunts s'est chiffré à 1011,8 milliards de francs CFA en 2017 contre une prévision de 1790,0 milliards de francs CFA, ce qui correspond à un taux de réalisation de 56,5%. Ces fonds ont été destinés pour 15,5% à la réalisation des projets et pour 84,5% aux opérations d'équilibre budgétaire.

Les termes des nouveaux engagements se sont appréciés en 2017, suite aux conditions favorables obtenues essentiellement sur les emprunts extérieurs. La maturité moyenne des nouvelles signatures s'est établie à 14,5 ans et le délai de grâce moyen est ressortit à 4,7 ans. Pour ce qui est du taux d'intérêt moyen, il s'est situé à 2,3%.

S'agissant de la couverture des risques, les nouveaux emprunts contractés à taux de changes fixes ont été majoritaires avec 83,2% du montant total des nouvelles signatures. Les nouveaux engagements à taux de changes variables quant à eux, représentent 16,8% du total des nouvelles signatures. De plus, les nouveaux prêts à taux d'intérêts variables concentrent 63,7% du total de nouveaux emprunts et ceux à taux fixes 36,3% desdits emprunts. Globalement, l'exposition du portefeuille de la dette publique au risque du taux de change est maîtrisée alors que celle relative au risque de taux d'intérêt est prépondérante.

Les décaissements sur financements extérieurs et intérieurs se sont établis à 976,4 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 87,1%. Les tirages sur financements extérieurs et intérieurs relatif aux prêts-projets d'un montant de 65,3 milliards de francs CFA, ont été mobilisés auprès des partenaires bilatéraux, multilatéraux et commerciaux. En revanche, aucun décaissement sur financement intérieur destiné aux prêts-projets n'a été mobilisé en 2017. En outre, les projets d'infrastructures ont bénéficiés de la majorité des tirages destinés aux prêts-projets, soit 74,9%.

L'ensemble des indicateurs d'endettement public se sont dégradés durant l'année 2017. En effet, le taux d'endettement, la pression du service sur les recettes budgétaires et la charge de la dette sur les recettes budgétaires se sont situés respectivement à 55,4%, 45,8% et 11,3% contre 35,0%, 25,0 et 10,0% prévus dans la stratégie d'endettement public.

Le service de la dette publique s'est élevé à 740,3 milliards de francs CFA en 2017 avec 557,9 milliards de francs CFA au titre de l'amortissement du principal, et 182,4 milliards de francs CFA au titre des intérêts, commissions et frais divers. Le service de la dette publique extérieure d'un montant de 448,8 milliards de francs CFA, représente 60,6% du service total.

Le service de la dette intérieure qui se chiffre à 291,4 milliards de francs CFA, concentre quant à lui, 39,4% du montant global du service.

L'encours de la dette publique s'est établi à 4807,6 milliards de francs CFA en 2017. Il se compose de 3355,8 milliards de francs CFA de dette extérieure et 1451,9 milliards de francs CFA de dette intérieure. Le stock de la dette à taux de changes fixes représente 57,5% du portefeuille de la dette publique et celui à taux de changes variables 42,5% dudit portefeuille. De plus, les dettes contractées à taux d'intérêts fixes concentrent 75,0% du montant total de l'encours, et celles mobilisées à taux d'intérêts variables 25,0% dudit encours. Quant aux termes moyens du portefeuille de la dette publique, la durée de remboursement moyenne s'est fixée à 9,2 ans avec une maturité moyenne de 9,9 ans pour la dette extérieure et 7,4 ans pour la dette intérieure. Le délai de grâce moyen et le taux d'intérêt moyen pour leur part, sont ressortis respectivement à 2,5 ans et à 3,6%.

ANNEXES

TABLEAU N°13 : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS EN 2017

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Réhabilitation du Transgabonais	1,8
Employabilité des jeunes	0,2
Projet de Développement Agricole	0,4
Bassin Versant Gue-Gue	0,1
Assainissement de la ville de Port Gentil	0,4
Projet appui Employabilité des jeunes	3,8
Renforcement des capacités des services ruraux	3,6
Construction du Stade d'Oyem	14,0
Construction du Stade de Port Gentil	5,9
Dorsale de Communication Phase II	6,8
Projet de Développement Agricole Rural	0,7
Promotion de l'Investissement et de la Compétitivité	1,6
Développement des Infrastructures Locales Phase II	2,9
Développement des Statistiques au GABON	1,4
E- GABON	4,8
Elargissement de la Route PK5-PK12	17,1
Total Décaissements sur Prêts Projets	65,3

TABLEAU N°14 : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS EN 2017

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Infrastructures	48,9
Autres	16,4
Total Décaissements sur Prêts Projets	65,3

TABLEAU N°15 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE DE 2012 A 2016

En Milliards de Francs CFA

	2012	2013	2014	2015	2016
Dette Extérieure	259,1	614,5	279,2	349,2	376,3
<i>Principale</i>	186,8	484,2	185,3	227,4	244,1
<i>Intérêts</i>	72,3	130,3	93,9	121,8	132,2
Dette Bilatérale	46,4	28,6	38,3	50,4	71,8
<i>Principale</i>	36,9	17,2	23,8	36,6	49,3
<i>Intérêts</i>	9,5	11,4	14,5	13,9	22,5
<i>dont Club de Paris</i>	28,0	9,1	9,9	9,7	9,7
<i>Principale</i>	25,1	7,4	8,4	8,5	8,5
<i>Intérêts</i>	3,0	1,8	1,5	1,2	1,2
Dette Multilatérale	31,3	31,6	33,4	37,6	35,7
<i>Principale</i>	23,9	26,2	26,5	29,0	26,7
<i>Intérêts</i>	7,5	5,4	6,9	8,6	8,9
Dette Commerciale	144,2	141,9	150,3	160,4	180,9
<i>Principale</i>	126,1	122,1	135,0	139,0	168,1
<i>Intérêts</i>	18,2	19,7	15,2	21,3	12,8
Marché Financier International	37,2	412,4	57,4	100,9	87,9
<i>Principale</i>	0,0	318,7	0,0	22,9	0,0
<i>Intérêts</i>	37,2	93,7	57,4	78,0	87,9
Dette Intérieure	79,5	43,0	107,0	156,5	173,5
<i>Principale</i>	78,0	42,0	105,2	133,9	154,6
<i>Intérêts</i>	1,5	1,1	1,9	22,6	18,9
Bancaire	30,7	7,8	46,9	81,0	42,4
<i>Principale</i>	30,7	7,8	46,9	63,8	32,9
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	17,2	9,5
Divers	9,9	5,8	13,4	18,9	18,6
<i>Principale</i>	9,9	5,8	13,4	18,9	18,6
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moratoires	23,8	15,1	45,6	53,5	77,9
<i>Principale</i>	23,8	14,8	44,9	51,2	77,6
<i>Intérêts</i>	0,0	0,3	0,7	2,3	0,2
Marché Financier Régional	15,1	14,3	1,1	3,1	34,7
<i>Principale</i>	13,6	13,6	0,0	0,0	25,5
<i>Intérêts</i>	1,5	0,8	1,1	3,1	9,2
Total Service de la Dette Publique	338,6	657,5	386,3	505,7	549,8
<i>Principale</i>	264,8	526,1	290,5	361,3	398,7
<i>Intérêts</i>	73,8	131,4	95,8	144,4	151,1

TABLEAU N°16 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSE DE DETTE DE 2012 A 2017

En Milliards de Francs CFA

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Dettes Extérieures	259,1	614,5	279,2	349,2	376,3	448,8
<i>Principal</i>	186,8	484,2	185,3	227,4	244,1	308,7
<i>Intérêts</i>	72,3	130,3	93,9	121,8	132,2	140,2
Dettes Non Précédemment Rééchelonné (NPRD)	0,2	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
<i>Principal</i>	0,2	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes Rééchelonnées Club de Paris (CP)	28,0	9,1	9,9	9,7	10,0	10,3
<i>Principal</i>	25,1	7,4	8,4	8,5	9,0	9,5
<i>Intérêts</i>	3,0	1,8	1,5	1,2	1,0	0,8
Club de Paris 5 (CP5)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Principal</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Club de Paris 6 (CP6)	3,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Principal</i>	3,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Club de Paris 7 (CP7)	12,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Principal</i>	12,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Club de Paris 8 (CP8)	11,7	9,1	9,1	9,7	10,0	10,3
<i>Principal</i>	9,5	7,4	8,4	8,5	9,0	9,5
<i>Intérêts</i>	2,2	1,8	1,5	1,2	1,0	0,8
Dettes Post Date Butoir (PCOD)	90,5	103,2	102,1	119,0	144,8	107,2
<i>Principal</i>	71,6	86,2	86,0	100,3	131,4	86,3
<i>Intérêts</i>	18,8	17,1	16,2	18,6	13,5	20,9
Dettes Divers (Divers)	59,9	41,2	54,8	54,2	43,6	44,8
<i>Principal</i>	59,7	38,4	54,7	54,2	43,6	44,7
<i>Intérêts</i>	0,2	2,9	0,1	0,0	0,0	0,2
Dettes Autres Bilatérales	12,0	16,7	21,7	27,8	54,3	42,8
<i>Principal</i>	6,3	7,3	9,7	12,4	33,4	22,9
<i>Intérêts</i>	5,7	9,4	12,0	15,4	20,9	19,9
Dettes Multilatérales	31,3	31,6	33,4	37,6	35,7	44,6
<i>Principal</i>	23,9	26,2	26,5	29,0	26,7	34,0
<i>Intérêts</i>	7,5	5,4	6,9	8,6	8,9	10,6
Emprunt Obligataire USD	37,2	412,4	57,4	100,9	87,9	199,2
<i>Principal</i>	0,0	318,7	0,0	22,9	0,0	111,4
<i>Intérêts</i>	37,2	93,7	57,4	78,0	87,9	87,8
Dettes Intérieures	79,5	43,0	107,0	156,5	173,5	291,4
<i>Principal</i>	78,0	42,0	105,2	133,9	154,6	249,2
<i>Intérêts</i>	1,5	1,1	1,9	22,6	18,9	42,2
Bancaire	30,7	7,8	46,9	81,0	42,4	66,3
<i>Principal</i>	30,7	7,8	46,9	63,8	32,9	41,7
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	17,2	9,5	24,6
Divers	9,9	5,8	13,4	18,9	18,6	9,7
<i>Principal</i>	9,9	5,8	13,4	18,9	18,6	9,7
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moratoires	23,8	15,1	45,6	53,5	77,9	134,5
<i>Principal</i>	23,8	14,8	44,9	51,2	77,6	134,5
<i>Intérêts</i>	0,0	0,3	0,7	2,3	0,2	0,0
Emprunt Obligataire XAF	15,1	14,3	1,1	3,1	34,7	80,9
<i>Principal</i>	13,6	13,6	0,0	0,0	25,5	63,3
<i>Intérêts</i>	1,5	0,8	1,1	3,1	9,2	17,6
Total Service de la Dette Publique	338,6	657,5	386,3	505,7	549,8	740,3
<i>Principal</i>	264,8	526,1	290,5	361,3	398,7	557,9
<i>Intérêts</i>	73,8	131,4	95,8	144,4	151,1	182,4

TABLEAU N°17 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES EN 2017

En Millions de Devises

	Principal	Intérêts	Total
Euros	232,9	51,6	284,4
Dollars US	248,1	235,5	483,7
JPY	128,5	1,9	130,4
IDI	0,2	0,3	0,4
CNY	106,7	52,6	159,3
DTS	0,3	0,0	0,3
GBP	0,0	0,0	0,0
KWD	0,3	0,0	0,3
CHF	0,0	0,0	0,0
XAF	252 519,3	44 836,7	297 356,0

TABLEAU N°18 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES EN 2017

En Milliards de Francs CFA

	Principal	Intérêts	Total
Euros	148,4	25,8	174,1
Dollars US	146,2	108,0	254,1
JPY	0,7	0,0	0,7
IDI	0,1	0,2	0,3
CNY	9,2	3,6	12,8
DTS	0,2	0,0	0,2
KWD	0,5	0,1	0,6
CHF	0,0	0,0	0,0
XAF	252,5	44,8	297,4
Total Service de la Dette Publique	557,9	182,4	740,3

TABLEAU N° 19 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPES DE PRÊT EN 2017

En Milliards de F.CFA

	Principal	Intérêts	Total
France	41,1	7,0	48,1
<i>Prêts gouvernementaux</i>	13,2	2,0	15,2
<i>Prêts commerciaux</i>	27,8	5,1	32,9
Allemagne	9,6	0,7	10,3
<i>Prêts gouvernementaux</i>	5,2	0,6	5,8
<i>Prêts commerciaux</i>	4,4	0,1	4,4
Etats-Unis	2,5	0,1	2,6
<i>Prêts gouvernementaux</i>	1,1	0,1	1,2
<i>Prêts commerciaux</i>	1,4	0,0	1,4
Royaume Uni	2,1	0,0	2,1
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	2,1	0,0	2,1
Chine	22,3	19,7	42,1
<i>Prêts gouvernementaux</i>	22,3	15,4	37,7
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	4,3	4,3
Espagne	21,9	4,2	26,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	21,8	4,2	26,0
Belgique	3,2	0,8	4,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,1	0,0	0,1
<i>Prêts commerciaux</i>	3,1	0,8	3,9
Suisse	30,4	0,0	30,4
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	30,4	0,0	30,4
Canada	0,7	0,1	0,8
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,7	0,1	0,8
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
Japon	0,7	0,0	0,7
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,7	0,0	0,7
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
Autriche	10,7	5,7	16,3
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	10,7	5,7	16,3
Hong Kong	0,9	0,0	0,9
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,9	0,0	0,9
Maroc	5,8	0,0	5,8
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	5,8	0,0	5,8
Israel	11,1	3,4	14,6
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	11,1	3,4	14,6
Koweït	0,5	0,1	0,6
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,5	0,1	0,6
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
Emprunt Obligataire USD	111,4	87,8	199,2
Organismes multilatéraux	34,0	10,6	44,6
Total Service de la Dette Extérieure	308,7	140,2	448,8
<i>Prêts gouvernementaux</i>	43,9	18,3	62,1
<i>Prêts commerciaux</i>	119,5	23,5	143,0
<i>Emprunt Obligataire USD</i>	111,4	87,8	199,2
<i>Organismes multilatéraux</i>	34,0	10,6	44,6

TABLEAU N°20 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES EN 2017

En Millions

Monnaies	Imputations	Devises	Equivalent XAF
Euros	Principal	232,9	148 373,7
	Intérêt	51,6	25 753,9
	Total	284,4	174 127,6
Dollars US	Principal	248,1	146 162,9
	Intérêt	235,5	107 963,4
	Total	483,7	254 126,3
JPY	Principal	128,5	674,5
	Intérêt	1,9	9,8
	Total	130,4	684,3
IDI	Principal	0,2	135,8
	Intérêt	0,3	194,8
	Total	0,4	330,6
CNY	Principal	106,7	9 242,7
	Intérêt	52,6	3 561,3
	Total	159,3	12 804,0
DTS	Principal	0,3	220,5
	Intérêt	0,0	19,6
	Total	0,3	240,1
KWD	Principal	0,3	539,2
	Intérêt	0,0	71,7
	Total	0,3	610,9
CHF	Principal	0,0	0,1
	Intérêt	0,0	0,0
	Total	0,0	0,1
XAF	Principal	252 519,3	252 519,3
	Intérêt	44 836,7	44 836,7
	Total	297 356,0	297 356,0
Total Service de la Dette Publique			740 279,9

TABLEAU N°21 : SERVICE PAR MONNAIE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2014

En Milliards de F.CFA

		2015	2016	2017	2018	2019	2020
EUR	Principal	160,3	87,4	94,4	83,1	80,6	62,9
	Intérêts	16,5	14,6	12,7	10,5	8,4	6,6
	Total	176,8	102,0	107,0	93,6	89,0	69,5
USD	Principal	11,2	11,0	140,7	21,8	19,9	25,2
	Intérêts	68,6	68,4	68,3	58,1	57,6	57,2
	Total	79,8	79,4	208,9	79,9	77,5	82,4
IDI	Principal	12,2	12,2	11,8	11,6	11,6	11,6
	Intérêts	3,1	2,8	2,4	2,1	1,9	1,6
	Total	15,2	14,9	14,3	13,8	13,5	13,2
JPY	Principal	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
	Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
CHF	Principal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CNY	Principal	6,1	6,1	9,6	11,0	12,0	13,1
	Intérêts	3,1	3,1	3,1	2,9	2,8	2,6
	Total	9,2	9,1	12,6	14,0	14,8	15,7
SDR	Principal	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
KWD	Principal	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	Intérêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
	Total	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
XAF	Principal	192,7	35,9	47,5	3,6	0,3	0,3
	Intérêts	3,4	3,3	2,2	0,2	0,1	0,1
	Total	196,1	39,3	49,6	3,8	0,5	0,5
Total	Principal	383,2	153,2	304,6	131,8	125,1	113,8
	Intérêts	94,7	92,3	88,7	74,0	70,9	68,1
	Total	477,8	245,5	393,3	205,8	195,9	181,9

TABLEAU N°22 : SERVICE PAR CATEGORIE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2014

En Milliards de Francs CFA

		2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dettes Extérieures	Principal	262,8	117,6	257,4	128,5	125,1	113,8
	Intérêts	91,6	89,1	86,7	74,0	70,9	68,1
	Total	354,3	206,8	344,2	202,5	195,9	181,9
Dettes Bilatérales	Principal	20,5	20,4	36,5	37,8	39,9	47,7
	Intérêts	13,9	13,6	13,3	12,3	11,2	10,2
	Total	34,3	33,9	49,8	50,1	51,2	57,9
Dettes Multilatérales	Principal	47,6	29,6	29,4	28,9	28,9	27,8
	Intérêts	4,3	3,9	3,5	3,1	2,7	2,3
	Total	51,9	33,5	32,8	32,0	31,6	30,1
Dettes Commerciales	Principal	194,7	67,6	73,8	61,8	56,2	38,4
	Intérêts	12,1	10,4	8,7	7,0	5,3	4,0
	Total	206,9	78,1	82,6	68,8	61,6	42,4
Marché Financier International	Principal	0,0	0,0	117,7	0,0	0,0	0,0
	Intérêts	61,3	61,3	61,3	51,6	51,6	51,6
	Total	61,3	61,3	179,0	51,6	51,6	51,6
Dettes Intérieures	Principal	120,4	35,6	47,1	3,3	0,0	0,0
	Intérêts	3,1	3,1	2,0	0,0	0,0	0,0
	Total	123,5	38,7	49,1	3,3	0,0	0,0
<i>Total Service sur Encours</i>	<i>Principal</i>	<i>383,2</i>	<i>153,2</i>	<i>304,6</i>	<i>131,8</i>	<i>125,1</i>	<i>113,8</i>
	<i>Intérêts</i>	<i>94,7</i>	<i>92,3</i>	<i>88,7</i>	<i>74,0</i>	<i>70,9</i>	<i>68,1</i>
	<i>Total</i>	<i>477,8</i>	<i>245,5</i>	<i>393,3</i>	<i>205,8</i>	<i>195,9</i>	<i>181,9</i>

TABLEAU N°23 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIE DE DETTE DE 2012 A 2016

En Milliards de Francs CFA

	2012	2013	2014	2015	2016
Dettes Extérieures	1 427,1	2 039,0	2 454,1	2 884,2	3 107,0
Dettes Bilatérales	349,0	461,8	573,3	695,9	742,8
dont Club de Paris	57,7	47,4	40,2	32,8	24,3
Dettes Multilatérales	242,0	262,1	350,8	383,3	376,8
Dettes Commerciales	402,0	496,4	602,7	496,3	641,4
Marché Financier International	434,1	818,7	927,2	1 308,7	1 346,0
Dettes Intérieures	57,0	244,2	176,9	281,2	986,1
Dettes Bancaires	5,0	76,4	44,5	0,0	358,2
Dettes Diverses	16,0	14,5	13,4	41,3	20,0
Dettes Moratoires	22,4	83,8	56,4	75,3	313,4
Marché Financier Régional	13,6	69,5	62,6	164,7	294,4
Total Dettes Publiques	1 484,1	2 283,2	2 631,0	3 165,4	4 093,1

TABLEAU N°24: ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSES DE PRÊT A FIN 2017

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Dettes Extérieures	3 355,8
Dettes Non Précédemment Rééchelonné (NPRD)	0,0
Dettes Rééchelonnées Club de Paris (CP)	14,7
<i>Club de Paris 8 (CP8)</i>	14,7
Dettes Post Date Butoir (PCOD)	566,7
Dettes Divers (Divers)	168,5
Dettes Autres Bilatérales	495,5
Dettes Multilatérales	913,5
Marché Financier International	1 196,9
Dettes Intérieures	1 451,9
Bancaire	826,4
Divers	14,0
Moratoires	240,9
Marché Financier Régional	370,6
Dettes Totales	4 807,6

TABLEAU N° 25 : ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPES DE PRÊT DE 2012 A 2017

En Milliards de Francs CFA

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
France	168,1	207,3	224,9	241,0	276,6	316,4
Prêts gouvernementaux	75,2	87,5	110,4	136,8	134,6	168,3
Prêts commerciaux	93,0	119,8	114,6	104,2	142,0	148,1
Allemagne	42,4	36,0	25,9	20,8	15,5	9,5
Prêts gouvernementaux	33,8	27,8	23,2	18,5	13,5	8,3
Prêts commerciaux	8,6	8,2	2,7	2,3	1,9	1,2
Etats-Unis	22,4	18,6	17,6	20,0	14,4	1,6
Prêts gouvernementaux	5,8	5,3	4,6	7,7	2,9	1,6
Prêts commerciaux	16,6	13,3	13,1	12,3	11,5	0,0
Grande Bretagne	2,7	52,8	93,4	53,3	48,1	38,5
Prêts gouvernementaux	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	0,0	52,8	93,4	53,3	48,1	38,5
Chine	224,3	331,6	426,1	524,7	659,5	581,2
Prêts gouvernementaux	220,0	328,8	423,7	521,9	582,0	494,4
Prêts commerciaux	4,4	2,8	2,4	2,8	77,5	86,9
Espagne	117,5	123,1	115,0	80,2	98,0	79,3
Prêts gouvernementaux	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Prêts commerciaux	117,3	122,9	114,9	80,0	97,9	79,2
Belgique	78,3	58,6	49,4	31,0	23,0	12,6
Prêts gouvernementaux	0,9	0,7	0,6	0,4	0,2	0,1
Prêts commerciaux	77,5	58,0	48,8	30,5	22,8	12,5
Canada	6,4	5,6	5,8	5,8	5,3	4,0
Prêts gouvernementaux	6,4	5,6	5,8	5,8	5,3	4,0
Prêts commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pays-Bas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autriche	16,5	68,6	111,5	128,0	131,2	107,5
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	16,5	68,6	111,5	128,0	131,2	107,5
Japon	4,4	3,1	2,6	2,3	1,9	1,1
Prêts gouvernementaux	4,4	3,1	2,6	2,3	1,9	1,1
Prêts commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	9,1	0,0	32,8	32,8	32,8	21,8
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	9,1	0,0	32,8	32,8	32,8	21,8
Israel	52,5	48,5	43,7	37,7	55,6	63,7
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	52,5	48,5	43,7	37,7	55,6	63,7
Koweït	1,7	1,7	1,9	1,9	1,9	0,4
Prêts gouvernementaux	1,7	1,7	1,9	1,9	1,9	0,4
Prêts commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Corée du Sud	2,4	1,4	1,1	0,6	0,6	0,5
Prêts gouvernementaux	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	0,0	1,4	1,1	0,6	0,6	0,5
Inde	2,2	1,2	0,4	0,4	0,4	0,7
Prêts gouvernementaux	2,2	1,2	0,4	0,4	0,4	0,7
Prêts commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres Pays	0,0	0,0	23,9	11,6	0,0	6,7
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	0,0	0,0	23,9	11,6	0,0	6,7
Marché Financier International	434,1	818,7	927,2	1 308,7	1 346,0	1 196,9
Organismes multilatéraux	242,0	262,1	350,8	383,3	376,8	913,5
Total Dette Extérieure	1 427,1	2 039,0	2 454,1	2 884,2	3 107,0	3 355,8
Prêts gouvernementaux	355,7	461,8	573,3	695,9	742,8	678,9
Prêts commerciaux	395,3	496,4	602,7	496,3	641,4	566,5
Marché Financier International	434,1	818,7	927,2	1 308,7	1 346,0	1 196,9
Organismes multilatéraux	242,0	262,1	350,8	383,3	376,8	913,5

TABLEAU N° 26 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR TYPE DE TAUX D'INTERET A FIN 2017

En Milliards de Francs CFA

Fixe	3603,8
Variable	1 203,8
<i>Euribor-3 mois</i>	108,2
<i>Euribor-6 mois</i>	709,2
<i>Libor - 3 mois</i>	328,1
<i>Libor - 6 mois</i>	50,9
<i>TEC 10</i>	2,2
<i>Autres</i>	5,2
Total Encours de la Dette Publique	4 807,6

TABLEAU N° 27 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTERET A FIN 2017

En Milliards de Francs CFA

	Montant
0%	452,3
0,0 à 3%	2 233,2
3,0 à 6 %	216,8
6,0 à 10 %	1 905,3
Total Encours de la Dette Publique	4 807,6

TABLEAU N° 22 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE RESTANTE A FIN 2017

En Milliards de Francs CFA

	Montant
0 à 2 ans	330,2
2,0 à 5 ans	699,7
5,0 à 10 ans	2 093,8
10,0 à 20ans	1 680,9
Plus de 20,0 ans	3,1
Total Encours de la Dette Publique	4 807,6

TABLEAU N°29 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR SECTEURS A FIN 2017

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Route	560,3
Santé	154,0
Eau	9,3
Electricité	322,4
Agriculture, Pêche et Elevage	19,1
Education et Formation Professionnelle	3,1
Communication et Télécommunication	38,8
Economie et Finances	3 373,4
Ports et Aéroports	9,4
Transport	40,3
Sports	151,9
Défense et Sécurité	43,7
Foret et Environnement	6,0
Formation et Emploi	4,0
Bâtiments et Travaux Publics	72,0
Total Encours	4 807,7

TABLEAU N° 30 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTAIONS A FIN 2017

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Emissions Obligataires	1 567,5
Rééchelonnements	14,7
Appui Budgétaire	624,6
Reprises de Dettes	1 142,3
Projets	1 458,6
Total Encours de la Dette Publique	4 807,6

LISTE DES TABLEAUX

- TABLEAU N°1** : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE 2012 A 2016
- TABLEAU N°2** : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS DE 2012 A 2016
- TABLEAU N°3** : NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2017
- TABLEAU N°4** : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS EN 2017
- TABLEAU N°5** : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2017
- TABLEAU N°6** : TERMES MOYENS DES DECAISSEMENTS REALISES EN 2017
- TABLEAU N°7** : INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2017
- TABLEAU N°8** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE EN 2017
- TABLEAU N°9** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE A FIN 2017
- TABLEAU N°10** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIE A FIN 2017
- TABLEAU N°11** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTÉRÊT A FIN 2017
- TABLEAU N°12** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE RESTANTE A FIN 2017
- TABLEAU N°13** : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS EN 2017
- TABLEAU N°14** : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS EN 2017
- TABLEAU N°15** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIE DE DETTE DE 2012 A 2016
- TABLEAU N°16** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSE DE DETTE DE 2012 A 2017
- TABLEAU N°17** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIE EN 2017
- TABLEAU N°18** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIE EN 2017
- TABLEAU N°19** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPE DE PRÊT EN 2017
- TABLEAU N°20** : SERVICE PAR MONNAIE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2015
- TABLEAU N°21** : SERVICE PAR MONNAIE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2015
- TABLEAU N°22** : SERVICE PAR CATEGORIE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2017
- TABLEAU N°23** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIE DE DETTE DE 2012 A 2016
- TABLEAU N°24** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSE DE PRÊT DE 2012 A 2016
- TABLEAU N°25** : ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPE DE PRÊT A FIN 2017

TABLEAU N°26 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR TYPE DE TAUX D'INTERET
A FIN 2017

TABLEAU N°27 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX
D'INTÉRÊT A FIN 2017

TABLEAU N°28 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE RESTANTE A
FIN 2017

TABLEAU N°29 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR SECTEURS A FIN 2016

TABLEAU N°30 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATION A FIN 2017

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE N°1 : REPARTITION PAR CATEGORIES DES EMPRUNTS SIGNES DE 2012
A 2016

GRAPHIQUE N°2 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2012 A 2016

GRAPHIQUE N°3 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2012 A 2016

GRAPHIQUE N°4 : DECAISSEMENTS SUR PRET-PROJETS PAR SECTEURS EN 2017

GRAPHIQUE N°5 : SERVICE DE LA DETTE BILATERALE ET COMMERCIALE PAR
PAYS EN 2017

GRAPHIQUE N°6 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATIONS A FIN
2017

GRAPHIQUE N°7 : ENCOURS PROJETS PAR SECTEURS A FIN 2017

GRAPHIQUE N°8 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NATURE DE TAUX
D'INTERET EN 2017

TABLE DES MATIERES

AVANT - PROPOS.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
AVERTISSEMENT.....	2
SOMMAIRE.....	5
INTRODUCTION.....	6
1. RESUME DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2011 A 2015.....	8
1.1. Evolution des nouveaux emprunts extérieurs et intérieurs de 2011 à 2015.....	8
1.1.1. Montant des nouveaux emprunts de 2011 à 2015.....	8
1.1.2. Affectation des nouveaux emprunts de 2011 à 2015.....	9
1.1.3. Termes moyens des nouveaux emprunts de 2011 à 2015.....	10
1.2. Evolution des décaissements de 2011 à 2015.....	12
1.2.1. Les décaissements sur financements extérieurs de 2011 à 2015.....	12
1.2.1.1. Les décaissements sur les emprunts bilatéraux et multilatéraux de 2011 à 2015.....	12
1.2.1.2. Les décaissements sur les emprunts commerciaux et le marché financier international de 2011 à 2015.....	13
1.2.2. Les décaissements sur financements intérieurs de 2011 à 2015.....	14
1.3. Evolution du service de la dette publique de 2011 à 2015.....	14
1.3.1. Evolution du service de la dette publique extérieure de 2011 à 2015.....	14
1.3.2. Evolution du service de la dette publique intérieure de 2011 à 2015.....	15
1.4. Evolution de l'encours de la dette publique de 2011 à 2015.....	16
1.4.1. Evolution de l'encours de la dette publique extérieure de 2011 à 2015.....	16
1.4.2. Evolution de l'encours de la dette publique intérieure de 2011 à 2015.....	18
1.4.3. Evolution de l'encours de la dette publique par monnaies, taux d'intérêt et maturités de 2011 à 2015.....	19
1.5. Evolution des indicateurs de viabilité de la dette publique de 2011 à 2015.....	19
1.5.1. Evolution du taux d'endettement public de 2011 à 2015.....	19
1.5.2. Evolution de la pression du service et des intérêts de la dette publique sur les recettes budgétaires de 2011 à 2015.....	20
2. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2016.....	21
2.1. Nouveaux engagements et décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2016.....	22
2.1.1. Nouveaux engagements en 2016.....	22
2.1.1.1. Montant des nouveaux engagements en 2016.....	22
2.1.1.2. Répartition des nouveaux engagements en 2016.....	23
2.1.1.3. Répartition des nouveaux engagements extérieurs.....	23
2.1.1.4. Répartition des nouveaux engagements intérieurs.....	24
2.1.2. Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2016.....	24
2.1.2.1. Montant des décaissements en 2016.....	24
2.1.2.2. Affectation des décaissements en 2016.....	25
2.2. Conditions d'emprunt en 2016.....	27

2.2.1.	Nouveaux engagements en 2016.....	28
2.2.1.1.	Nouveaux engagements en devises en 2016.....	28
2.2.1.2.	Maturité et différé moyens des nouveaux engagements en 2016.....	28
2.2.1.3.	Taux d'intérêt des nouveaux engagements en 2016.....	29
2.2.1.4.	Couverture des risques du portefeuille des nouveaux engagements en 2016.....	29
2.2.2.	Décassements sur financements extérieurs et intérieurs en 2016.....	30
2.2.2.1.	Décassements en devises en 2016.....	30
2.2.2.2.	Maturité moyenne et différé moyen des décaissements sur FINEX et FININ en 2016	30
2.2.2.3.	Taux d'intérêt moyen des décaissements en 2016.....	31
2.3	Indicateurs d'endettement public en 2016.....	32
2.3.1.	Taux d'endettement public en 2016.....	32
2.3.2.	Pression du service de la dette publique sur les recettes budgétaires en 2016.....	32
3.	SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2016.....	34
3.1.	Service de la dette publique extérieure en 2016.....	35
3.1.1.	Remboursement de la dette publique extérieure en 2016.....	36
3.1.2.	Charges de la dette publique extérieure en 2016.....	36
3.1.3.	Service de la dette publique extérieure par pays et monnaies en 2016.....	37
3.2.	Service de la dette publique intérieure en 2016.....	38
3.2.1.	Remboursement de la dette publique intérieure en 2016.....	39
3.2.2.	Charges de la dette publique intérieure en 2016.....	39
4.	ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2016.....	41
4.1.	Encours de la dette publique par source de dette à fin 2016.....	41
4.1.1.	Encours de la dette publique extérieure à fin 2016.....	41
4.1.2.	Encours de la dette publique intérieure à fin 2016.....	42
4.2.	Encours de la dette publique par affectation à fin 2016.....	43
4.2.1.	Encours de la dette publique par projet à fin 2016.....	44
4.2.2.	Encours de la dette publique hors projets à fin 2016.....	45
4.3.	Encours de la dette publique par monnaie, maturité et taux d'intérêt à fin 2016.	46
4.3.1.	Encours de la dette publique par monnaie à fin 2016.....	46
4.3.2.	Encours de la dette publique par taux d'intérêt à fin 2016.....	47
4.3.3.	Encours de la dette publique par maturité à fin 2016.....	49
	CONCLUSION.....	51
	ANNEXES.....	53
	LISTE DES TABLEAUX.....	66
	LISTE DES GRAPHIQUES.....	67
	TABLE DES MATIERES.....	68

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE

Boulevard de l'indépendance

Rue Camp de Police (Face Prix Import)

B.P. 912 Libreville (République Gabonaise)

Tél : (241)05047332 Fax : (241)01766790

E-mail : mecitdgd@gmail.com

Site Web : www.dette.ga